



Bulletin Officiel

N° 3828 Lundi 11 Avril 2011

— 16^{ème} ANNEE — ISSN 0330-7174

SOMMAIRE

COMMUNIQUES DU CMF

RAPPEL AUX SOCIETES ADMISES A LA COTE DE LA BOURSE RELATIF A LA PUBLICATION DES INDICATEURS D'ACTIVITE RELATIFS AU 1ER TRIMESTRE DE L'EXERCICE COMPTABLE 2010	2
LE CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER MET EN GARDE LE PUBLIC CONTRE LES AGISSEMENTS DE LA SOCIETE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION BOURSIERE DU BENIN	3
« LA SOCIETE DE هيئة السوق المالية تحذر العموم من تصرفات شركة GESTION ET D'INTERMEDIATION BOURSIERE DU BENIN »	3
MISE EN GARDE DU PUBLIC CONTRE DES OFFRES D'INVESTISSEMENT NON AUTORISEES	4
تحذير من عروض استثمارية غير مرخص فيها	4
AGREMENTS DE CONSTITUTION D'OPCVM : FCP VALEURS DYNAMIQUE	5
AGREMENT DE DESIGNATION D'UN RESPONSABLE DE LA CONFORMITE ET DU CONTROLE INTERNE : SAGES CAPITAL	5
INFORMATIONS A COMMUNIQUER ET A PUBLIER PAR LES SICAV	6-7
تذكير لشركات المساهمة العامة	8
RAPPEL AUX SOCIETES FAISANT APE	8

AVIS DES SOCIETES

OFFRE A PRIX FERME –OPF–

PRIX FERME –OPF– ET D'ADMISSION AU MARCHÉ PRINCIPAL DE LA COTE DE LA BOURSE DES ACTIONS DE LA SOCIETE «TELNET HOLDING»	9-16
--	------

INFORMATIONS POST AGO

FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	17
----------------------------	----

COURBE DES TAUX

18

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

19-20

ANNEXE I

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2010
- FCP SALAMETT PLUS

ANNEXE II

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2010
- TUNIS INTERNATIONAL BANK -TIB-

ANNEXE III

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2010
- TUNIS INTERNATIONAL BANK -TIB-

COMMUNIQUÉ DU CMF

RAPPEL AUX SOCIÉTÉS ADMISES A LA COTE DE LA BOURSE

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux sociétés admises à la cote de la Bourse qu'en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier¹, elles sont tenues, de déposer, au conseil du marché financier et à la bourse des valeurs mobilières de Tunis, ou de leur adresser des indicateurs d'activité fixés selon les secteurs, par règlement du conseil du marché financier, et ce, au plus tard vingt jours après la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable.

Lesdites sociétés doivent procéder à la publication desdits indicateurs trimestriels au bulletin officiel du conseil du marché financier et dans un quotidien paraissant à Tunis.

Ces indicateurs doivent être établis conformément aux dispositions de l'article 44 bis du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne² et aux indicateurs fixés par secteur à l'annexe 11 de ce même règlement.

Les sociétés concernées doivent prendre les dispositions nécessaires à l'effet de respecter les obligations sus-indiquées en communiquant et publiant leurs indicateurs d'activité relatifs au 1^{er} trimestre de l'exercice comptable 2011, au plus tard le 20 avril 2011.

¹ Telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.

² Tel qu'approuvé par l'arrêté du ministre des finances du 17 novembre 2000 et modifié par les arrêtés du Ministre des finances du 7 avril 2001, du 24 septembre 2005, du 12 juillet 2006, du 17 septembre 2008 et du 16 octobre 2009.

COMMUNIQUÉ DU CMF

LE CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER MET EN GARDE LE PUBLIC CONTRE LES AGISSEMENTS DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION ET D'INTERMÉDIATION BOURSIÈRE DU BÉNIN

Le Conseil du Marché Financier attire l'attention du public sur les agissements illégaux de « la société de gestion et d'intermédiation boursière du Bénin (SGIBB.SA) » qui a dernièrement publié un avis publicitaire dans un quotidien tunisien par lequel elle a sollicité l'épargne du public.

Les investigations menées par le Conseil du Marché Financier notamment auprès du régulateur financier Ouest-Africain « le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers » ont permis de révéler qu'aucune société portant cette dénomination n'est agréée en qualité d'intervenant commercial sur le marché de l'Union Monétaire Ouest Africaine et que l'opération objet de la publicité semble avoir un caractère fictif.

En conséquence, le Conseil du Marché Financier met en garde le public contre les agissements de « la société de gestion et d'intermédiation boursière du Bénin (SGIBB.SA) » dont l'intervention sur le marché tunisien pourrait constituer une opération d'escroquerie susceptible de poursuites pénales.

2011 - AC - 11

بلاغ هيئة السوق المالية

هيئة السوق المالية تحذر العموم من تصرفات شركة

« la société de gestion et d'intermédiation boursière du Bénin »

تلقت هيئة السوق المالية نظر العموم إلى التصرفات غير القانونية لشركة « la société de gestion et d'intermédiation boursière du Bénin (SGIBB.SA) » التي قامت في المدة الأخيرة بنشر إعلان إشهاري في جريدة تونسية عرضت بمقتضاه على العموم الاكتتاب في عملية مالية.

ولقد أبرزت التحريات المجراة من قبل هيئة السوق المالية خاصة لدى هيئة التعديل المالي لغرب إفريقيا أنه لا يوجد شركة تحمل هذه التسمية مرخص لها بالتدخل في سوق الاتحاد المالي لغرب إفريقيا وأن العملية المالية موضوع الإعلان الإشهاري لها طابع صوري.

وعليه، فإن هيئة السوق المالية تحذر العموم من تصرفات « la société de gestion et d'intermédiation boursière du Bénin (SGIBB.SA) » التي يمكن أن يشكل تدخلها في السوق المالية التونسية عملية تحيل قد تترتب عنها تبعات جزائية.

2011 - AC - 11

COMMUNIQUÉ DU CMF

LE CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER MET EN GARDE LE PUBLIC CONTRE DES OFFRES D'INVESTISSEMENT NON AUTORISÉES

Le Conseil du Marché Financier attire l'attention du public sur les activités de la société « MEGA SUCCESS CONSULTANCY TUNISIA LIMITED », société unipersonnelle à responsabilité limitée sise à la rue du Lac Constance, Immeuble Matrix, 2^{ème} étage, Les Berges du Lac Tunis (site web www.mscommission.com), et gérée par monsieur Li Yat Fan de nationalité chinoise. Cette société agit en tant que représentant de la société étrangère « Mega Success Group Limited » installée à Hong Kong, et propose aux personnes résidentes en Tunisie d'investir sur la bourse chinoise de l'or et de l'argent.

Le Conseil du Marché Financier informe le public que la société « MEGA SUCCESS CONSULTANCY TUNISIA LIMITED » n'est pas agréée pour fournir des services d'investissement ou des services financiers en Tunisie.

En conséquence, le Conseil du Marché Financier recommande la plus grande prudence aux investisseurs et invite le public à ne donner suite ni aux propositions d'investissement émanant de personnes n'ayant pas obtenu les autorisations requises pour l'exercice de l'activité de démarchage financier et de services d'investissement, ni aux propositions de placement dans des produits financiers non conformes à la réglementation en vigueur.

2011 - AC - 7

بلاغ هيئة السوق المالية

هيئة السوق المالية تحذر من عروض استثمارية غير مرخص فيها

تلقت هيئة السوق المالية نظر العموم إلى نشاط شركة "Mega Success Consultancy Tunisia Limited"، شركة شخص واحد ذات مسؤولية محدودة وكيلها السيد Li Yat Fan صيني الجنسية والكائن مقرها الاجتماعي بنهج بحيرة كونستانس عمارة ماتريكس الطابق الثاني ضفاف البحيرة تونس (موقع الإنترنت الخاص بها www.mscommission.com)، والتي تتوجه إلى العموم، بوصفها ممثلة لشركة أجنبية منتسبة بهونج كونج (Hong Kong) تدعى "Mega Success Group Limited"، لتعرض على الأشخاص المقيمين بالبلاد التونسية الإستثمار في بورصة الصين للذهب والفضة. وفي هذا الصدد، تعلم هيئة السوق المالية العموم بأن شركة "Mega Tunisia Limited Success Consultancy" غير مرخص لها للقيام بالبلاد التونسية بإسداء خدمات استثمارية أو مالية. وعليه، فإن هيئة السوق المالية توصي المستثمرين بتوخي الحذر وتدعو العموم إلى عدم الاستجابة لعروض الإستثمار الصادرة عن كل شخص لم يتحصل على التراخيص اللازمة لممارسة نشاط السعي المصرفي المالي والخدمات الإستثمارية أو لعروض التوظيف في أدوات مالية غير مطابقة للقوانين الجاري بها العمل.

COMMUNIQUE DU CMF**AGREMENTS DE CONSTITUTION D'OPCVM**

Le Conseil du Marché Financier a décidé, en date du 31 mars 2011, d'agréer le fonds suivant :

FCP Valeurs Dynamique
Fonds Commun de Placement
régé par le Code des Organismes de Placement Collectif
promulgué par la Loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001.
Siège social : Immeuble Intégra- Centre Urbain Nord - Tunis

Tunisie Valeurs et Amen Bank ont obtenu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 31 mars 2011, pour la création d'un Fonds Commun de Placement, de type mixte, dénommé «**FCP Valeurs Dynamique**» d'un montant initial de D.100 000 divisé en 10 parts de D.10 000 chacune.

2011 - AC - 9

COMMUNIQUE DU CMF**AGREMENT DE DESIGNATION D'UN RESPONSABLE DE LA CONFORMITE ET DU CONTROLE INTERNE**

Le collège du Conseil du Marché Financier, réuni en date du 31 mars 2011, a décidé d'octroyer l'agrément suivant :

SAGES CAPITAL
Société de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte de tiers
régé par le Code des Organismes de Placement Collectif
promulgué par la Loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001 et la loi n° 2005-96
du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières

SAGES CAPITAL a obtenu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 31 mars 2011, pour la nomination de M. Mouadh M'hiri en tant que responsable de la conformité et du contrôle interne.

2011 - AC - 10

COMMUNIQUÉ DU CMF

Informations à communiquer et à publier par les SICAV

Il est porté à la connaissance des Sociétés d'Investissement à Capital Variable – SICAV – et aux sociétés chargées de la gestion des SICAV, ce qui suit concernant les obligations d'information relatives aux états financiers annuels

I - Documents à communiquer au CMF avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117, les SICAV sont tenues de déposer ou d'adresser, sur supports papiers et magnétique, au Conseil du Marché Financier, dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

- l'ordre du jour et le projet des résolutions proposés par le conseil d'administration ou par le directoire.
- le rapport annuel sur l'activité de l'OPCVM qui est destiné aux actionnaires et porteurs de parts et établi par le gestionnaire à la clôture de chaque exercice et prévu par l'article 78 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif aux OPCVM.

Ce rapport doit comporter notamment les renseignements suivants :

- ✓ la ventilation de l'actif ;
 - ✓ la ventilation du passif ;
 - ✓ la ventilation du portefeuille titres ;
 - ✓ le nombre d'actions ou de parts en circulation ;
 - ✓ l'orientation de la politique de placement dans le cadre de la politique énoncée dans le prospectus ;
 - ✓ la manière avec laquelle la politique de placement a été suivie ;
 - ✓ la ventilation des revenus de l'OPCVM ;
 - ✓ les indications des mouvements intervenus dans les actifs de l'OPCVM au cours de l'exercice ;
 - ✓ le compte des produits et charges ;
 - ✓ les plus-values ou moins-values réalisées ;
 - ✓ l'affectation des résultats ;
 - ✓ les valeurs liquidatives constatées au début et à la fin de l'exercice.
- les rapports du ou des commissaires aux comptes. Lesdits rapports doivent contenir une évaluation générale du contrôle interne.

(suite)

II - Documents à communiquer au CMF après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 ter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent, dans les quatre jours ouvrables qui suivent la date de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire, déposer ou adresser au Conseil du Marché Financier :

- les documents visés à l'article 3 de la loi n° 94-117 s'ils ont été modifiés
- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- les états financiers dûment approuvés
- la liste des actionnaires

III - Documents à publier :

1 - Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 276 du code des sociétés commerciales, l'assemblée générale ordinaire est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe, dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion, ainsi que l'ordre du jour.

En application des dispositions de l'article 8 du code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues d'établir les états financiers conformément à la réglementation comptable en vigueur et de les publier au Journal Officiel de la République Tunisienne trente jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire.

Cette publication comporte :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net

Mentionner que les états financiers dans leur intégralité sont publiés dans le bulletin officiel du CMF.

En application des dispositions de l'article 3 bis de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis leurs états financiers annuels accompagnés du texte intégral de l'opinion du commissaire aux comptes dans un délai de quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire.

Toutefois, à des fins de publication dans le quotidien, les SICAV peuvent se limiter à publier :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net
- les notes les plus pertinentes notamment le portefeuille titres, sous réserve de l'obtention de l'accord écrit du commissaire aux comptes.

2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 8 du code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues de les publier au Journal Officiel de la République Tunisienne à nouveau les états financiers après la réunion de l'assemblée générale, au cas où cette dernière les modifie.

De plus, en application des dispositions de l'article 3 quarter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis dans un délai de trente jours après la tenue de l'assemblée générale ordinaire au plus tard :

- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- les états financiers lorsqu'ils ont subi des modifications.

Les responsables des SICAV ou les sociétés chargées de la gestion des SICAV sont appelés, chacun en ce qui le concerne, à respecter ces obligations.

بلاغ هيئة السوق المالية

تذكر هيئة السوق المالية شركات المساهمة العامة أنه يتعين عليها طبقاً لأحكام الفصل 36 من ترتيب هيئة السوق المالية المتعلق بالمساهمة العامة، إعلام العموم وفي أقصر الآجال بواسطة بلاغ صادر في صحيفة يومية وفي النشيرية الرسمية لهيئة السوق المالية وفي نشيرية بورصة الأوراق المالية بتونس بكل حدث هام من شأنه إذا بلغ إلى العموم، أن يكون له أثر ذو أهمية نسبية على سعر أو قيمة أوراقها المالية. وبصفة خاصة وباعتبار أن الأمر يتعلق بمعطيات من شأنها التأثير على الوضعية المالية وعلى نتائج الشركة، فإن شركات المساهمة العامة مدعوة إلى إعلام العموم بكل معلومة تتعلق بنتيجة أعمال خلية المتابعة التي تم عند الاقتضاء إرسالها.

كما أن هذه الشركات مدعوة إلى تقديم عرض لآفاقها المستقبلية المحينة صلب التقرير السنوي حول التصرف في الشركة لسنة 2010، وعليها عند الاقتضاء تحليل الفوارق مقارنة بالتقديرات التي سبق نشرها.

2011 - AC - 5

COMMUNIQUÉ DU CMF

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux sociétés faisant appel public à l'épargne qu'en vertu des dispositions de l'article 36 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif à l'appel public à l'épargne, les sociétés faisant appel public à l'épargne sont tenues de porter à la connaissance du public, par voie de communiqué dans un journal quotidien, dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans le bulletin de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dans les plus brefs délais, tout fait important susceptible, s'il était connu, d'avoir une incidence significative sur le cours ou la valeur des titres de ces sociétés. Plus particulièrement, et s'agissant d'éléments qui seraient de nature à impacter la situation financière et les performances de la société, lesdites sociétés sont invités à porter à la connaissance du public toute information relative aux résultats des travaux de cellule de suivi mise en place à cet effet, le cas échéant.

Les sociétés faisant appel public à l'épargne sont également appelées à exposer au niveau du rapport annuel sur la gestion relatif à l'exercice 2010, les perspectives d'avenir actualisées, et à analyser les écarts, le cas échéant, avec les prévisions annoncées antérieurement.

AVIS DES SOCIETES

OFFRE A PRIX FERME –OPF–

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatif au premier trimestre 2011 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 avril 2011. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2010 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2011. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

CET AVIS ANNULE ET REMPLACE CELUI PUBLIE LE 07 AVRIL 2011

**OFFRE A PRIX FERME –OPF–
ET ADMISSION AU MARCHÉ PRINCIPAL DE LA COTE DE LA BOURSE
DES ACTIONS DE LA SOCIETE «TELNET HOLDING»**

Le Conseil du Marché Financier a accordé son visa au prospectus d'Offre à Prix Ferme –OPF– et d'admission au marché principal de la cote de la Bourse des actions de la société «TELNET HOLDING».

Dans le cadre du prospectus, la société «TELNET HOLDING» a pris les engagements suivants :

- Réserver un siège au Conseil d'Administration au profit d'un représentant des détenteurs des actions acquises dans le cadre l'Offre à Prix Ferme. Ce représentant sera désigné par les détenteurs d'actions «Telnet Holding» acquises dans le cadre de l'OPF au cours d'une séance où les actionnaires majoritaires et anciens s'abstiendront de voter et proposés à l'Assemblée Générale Ordinaire qui entérinera cette désignation.
- Tenir une communication financière au moins une fois par an portant sur l'évolution des activités du groupe Telnet Holding et les perspectives d'évolution et de développement.
- Respecter les dispositions de l'article 29 du Règlement Général de la Bourse.
- Actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de 3 ans et les porter à la connaissance des actionnaires et du public, avec information de ces derniers sur l'état de réalisation de ses prévisions et insertion d'une analyse des écarts relevés au niveau de son rapport annuel.
- Conformer ses rapports annuels sur la gestion au modèle prévu par l'annexe 12 du règlement du CMF relatif à l'Appel Public à l'Epargne.
- Garder en permanence un niveau de participation suffisamment élevé lui permettant d'exercer un contrôle exclusif sur les deux filiales Telnet Incorporated et Telnet Technologies

Aussi, les actionnaires actuels de la société « Telnet Holding » sont tenus de respecter les engagements suivants :

- ne pas céder plus de 5% de leurs participations au capital de la société dans le public, sauf autorisation spéciale du Conseil du Marché Financier, et ce pendant deux (2) ans à compter de la date d'introduction;
- ne pas développer une activité locale concurrente à celle de la société.

(suite)

ADMISSION DES ACTIONS DE LA SOCIETE «TELNET HOLDING» AU MARCHE PRINCIPAL DE LA COTE DE LA BOURSE :

La société «TELENET HOLDING» a demandé l'admission au marché principal de la cote de la bourse de Tunis de la totalité des actions ordinaires, y compris celles objet de l'offre, toutes de mêmes catégorie, de nominal 1 dinar et composant la totalité de son capital.

La Bourse a accordé, en date du 18 février 2011 son accord de principe quant à l'admission des actions de «TELENET HOLDING» au marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Il est à signaler que cet accord de principe a été octroyé sur la base d'une évaluation de la société «Telnet Holding» ayant abouti à un prix d'introduction de 6 DT, soit une décote de 10% par rapport à la moyenne pondérée et de 11,3 % par rapport à la médiane. Toutefois, compte tenu de la conjoncture économique actuelle que connaît la Tunisie, et sur recommandation du Conseil de la Bourse, les actionnaires de «Telnet Holding» ont décidé d'appliquer une décote supplémentaire de 3,2% par rapport à la moyenne pondérée et de 3% par rapport à la médiane (soit une décote totale de 13,2% par rapport à la moyenne pondérée et de 14,3% par rapport à la médiane). Ainsi, le prix par action ancienne ou nouvelle, dans le cadre de la présente offre à prix ferme, sera de 5,8 dinars.

Au cas où la présente offre aboutirait à des résultats concluants, l'introduction des actions de la société Telnet Holding se fera au marché principal de la cote de la Bourse au cours de 5,800 dinars l'action nouvelle ou ancienne et sera ultérieurement annoncée sur les bulletins officiels de la BVMT et du CMF.

1- Présentation de la société :

1-1 Dénomination sociale	: TELNET HOLDING SA
1-2 Siège social	: Immeuble Ennour, Centre urbain nord 1082 Tunis Mahrajène
1-3 Téléphone	: +216 71 706 922
1-4 Fax	: +216 71 706 939
1-5 Site Web	: www.groupe-telnet.net
1-6 Email	: info@groupe-telnet.net

1-7 Objet social :

La société a pour objet :

- Toutes prises d'intérêts et participations dans toutes sociétés et entreprises tunisiennes ou étrangères et ce, sous quelque forme que ce soit, notamment par la souscription ou l'acquisition de toutes valeurs mobilières, parts d'intérêts ou autres droits sociaux ;
- La participation directe ou indirecte à des sociétés pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, tunisiennes et/ou étrangères, d'apports, de commandite, de souscriptions, achats de titres ou droits sociaux, fusion, alliance, association en participation ou de prise ou de dation ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement ; et
- Généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, l'exploitation ou le développement.

Le tout, tant pour elle même, que pour le compte de tiers en participation, sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de création de société, de souscription, de commandite, de fusion ou d'absorption, d'avance de fonds, d'achats ou de ventes de titres et droits sociaux, de cession ou locations de tout ou partie de ses biens et droits mobiliers ou immobiliers ou par tous autres modes.

(suite)

2- Caractéristiques et modalités de l'opération :

2-1 Contexte et objectifs de l'opération :

Opérant dans un secteur de haute technologie avec des taux de croissance très élevés, le Groupe Telnet doit disposer de moyens de financement adaptés à ses ambitions et à ses perspectives de développement à moyen et long-termes ; tout en préservant sa solidité financière, gage de pérennité et d'indépendance. C'est cette analyse qui a décidé les actionnaires de Telnet à procéder à l'introduction de la structure Holding du Groupe à la Bourse de Tunis ; qui permettra d'atteindre ou de faciliter la réalisation des principaux objectifs suivants:

- La diversification des sources de financement du Groupe et l'ouverture d'un canal permanent de mobilisation de fonds propres,
- Le renforcement de la notoriété du Groupe auprès de ses clients,
- La création d'un instrument supplémentaire de motivation et de fidélisation du personnel du Groupe,
- La création d'une assise financière solide à même de financer les projets de développement futurs du Groupe. Des projets de développement sont identifiés et sont à un stade avancé d'étude dont notamment le projet de Telnet Electronics.

2-2 Décisions ayant autorisé l'opération

2-2-1 Décision ayant autorisé l'offre

Sur proposition du Conseil d'Administration du 21 mai 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société Telnet Holding tenue le 25 juin 2010 a approuvé le principe de l'ouverture du capital de la société par une introduction de ses titres au marché principal de la cote de bourse et a donné tous les pouvoirs au conseil d'administration et au directeur général, Monsieur Mohamed Frikha, pour accomplir toutes les démarches nécessaires, d'études, d'évaluation et de procéder par l'aboutissement de cette opération à l'introduction de la société à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

2-2-2 Autorisation d'augmentation du capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 12 mars 2011 a décidé d'augmenter le capital social de 10 200 000 Dinars à 11 028 000 Dinars par souscription en numéraire d'un montant de 828 000 Dinars et l'émission de 828 000 actions au prix d'émission de 5,800 Dinars représentant un nominal de 1 Dinar et une prime d'émission de 4,800 Dinars à libérer intégralement à la souscription.

2-2-3 Droit préférentiel de souscription

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 12 mars 2011 a décidé de réserver l'intégralité de la souscription à l'augmentation de capital au public à l'occasion de l'introduction des titres de la société au marché principal de la cote de la Bourse de Tunis.

En conséquence de la décision de l'augmentation du capital social réservée au public, les anciens actionnaires renoncent à leurs droits préférentiels de souscription à ladite augmentation du capital.

Cette renonciation se traduit par la suppression du droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation du capital.

2-3 Cadre de l'offre

L'introduction s'effectuera par la mise sur le marché de 2 070 000 actions d'une valeur nominale de 1 dinar chacune et ce, dans le cadre d'une offre à prix ferme :

- 828 000 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital de la société, représentant 7,51 % du capital après réalisation de cette augmentation.
- 1 242 000 actions anciennes provenant de la cession par les actionnaires actuels d'actions anciennes, représentant 11,26 % du capital après la réalisation de ladite augmentation.

(suite)

2-4 Modalité de l'offre

En réponse à l'offre, les intéressés souscriront exclusivement à des quotités d'actions. Chaque quotité est composée de deux actions nouvelles à souscrire en numéraire et de trois actions anciennes à acheter. Ainsi l'offre porte sur l'acquisition par le public de 414 000 quotités.

2-5 Période de validité de l'offre :

L'offre est ouverte au public du **19 avril 2011 au 10 mai 2011 inclus**.

2-6 Date de jouissance des actions :

Les actions nouvelles et anciennes offertes porteront jouissance à partir du 1^{er} Janvier 2011.

2-7 Prix de l'offre

Pour la présente offre, le prix de l'action de la société «TELENET HOLDING», tous frais, commissions, courtages et taxes compris, a été fixé comme suit :

- 5,800 dinars par action ancienne
- 5,800 dinars par action nouvelle

Soit 29 dinars par quotité.

2-8 Établissements domiciliataires :

Tous les intermédiaires en bourse sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes d'acquisition des actions de la société Telnet Holding exprimées dans le cadre de la présente offre.

Toutefois, la somme relative à l'augmentation du capital sera versée au compte indisponible N°08 601 00019 32 00189 2 01 ouvert auprès de la BIAT agence Charguia II

2-9 Mode de placement, modalités et délais de délivrance des titres :

L'opération proposée porte de manière concomitante sur une cession de 1 242 000 actions anciennes et sur une souscription à 828 000 actions nouvelles émises à l'occasion de l'augmentation de capital réservée au public. Au total, l'offre porte sur 2 070 000 actions soit 18,77 % du capital social après réalisation de l'augmentation du capital telle que décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mars 2011.

Le placement des titres auprès du public se fera selon la procédure d'offre à prix ferme. Il s'effectuera en termes de quotités d'actions composées chacune de deux actions nouvelles et de trois actions anciennes, soit un total de 414 000 quotités offertes.

Les quotités offertes dans le cadre de l'offre à prix ferme seront réparties en cinq catégories :

- **Catégorie A :** 82 800 quotités offertes représentant 20 % de l'offre, soit 165 600 actions nouvelles et 248 400 actions anciennes, réservées aux OPCVM sollicitant au minimum 500 quotités. Les souscripteurs de cette catégorie doivent respecter les dispositions légales notamment celles régissant les ratios prudentiels tel que défini au niveau de l'article 29 de la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du Code des Organismes de Placement Collectif et fixant un maximum de 10% de l'actif net en titres de créance ou de capital émis ou garantis par un seul émetteur.
- **Catégorie B :** 41 400 quotités offertes représentent 10 % de l'offre, soit 82 800 actions nouvelles et 124 200 actions anciennes réservées aux institutionnels autres que les OPCVM sollicitant au minimum 500 quotités.
- **Catégorie C :** 165 600 quotités offertes représentant 40 % de l'offre, soit 331 200 actions nouvelles, et 496 800 actions anciennes réservées aux personnes physiques ou morales, Tunisiennes ou étrangères sollicitant au minimum 25 quotités.

(suite)

- **Catégorie D** : 82 800 quotités offertes représentant 20 % de l'offre, soit 165 600 actions nouvelles et 248 400 actions anciennes réservées aux personnes physiques ou morales, Tunisiennes ou étrangères sollicitant au minimum 25 quotités et au maximum 250 quotités.
- **Catégorie E** : 41 400 quotités offertes représentant 10% de l'offre, soit 82 800 actions nouvelles et 124 200 actions anciennes réservées aux personnels du groupe TELNET.

Les demandes d'acquisition doivent être nominatives et données par écrit aux intermédiaires en Bourse. Ces demandes doivent préciser obligatoirement la quantité de quotités demandées et l'identité complète du demandeur.

L'Identité complète du demandeur comprend :

- Pour les personnes physiques majeures Tunisiennes : Nom, prénom, nature et numéro de la Pièce d'Identité Nationale.
- Pour les personnes physiques mineures Tunisiennes : Nom, Prénom, date de naissance ainsi que la nature et le numéro de la Pièce d'Identité Nationale du père ou de la mère ou du tuteur légal.
- Pour les personnes morales Tunisiennes : Dénomination sociale complète et Numéro d'inscription au Registre de Commerce
- Pour les OPCVM : la dénomination, les références de l'agrément et l'identité du gestionnaire
- Pour les institutionnels autres qu'OPCVM: Dénomination sociale complète ainsi que le Numéro d'Inscription au Registre de Commerce, s'il y'a lieu. Pour les sociétés d'investissement à capital fixe, il y a lieu de faire suivre leur dénomination sociale par SICAF et les sociétés d'investissement à capital risque par SICAR.
- Pour les personnes étrangères : le nom, le prénom ou la dénomination sociale et la nature et les références des documents présentés.

Toute demande d'acquisition ne comportant pas les indications précitées ne sera pas prise en considération par la commission de dépouillement.

La demande d'acquisition doit porter sur un nombre de quotités qui ne peut être inférieur à 25 quotités correspondant à 50 actions nouvelles et à 75 actions anciennes, ni supérieur à 11 028 quotités correspondant à 22 056 actions nouvelles et à 33 084 actions anciennes pour les non institutionnels (soit au plus 0,5% du capital social après augmentation du capital), ni supérieur à 110 280 quotités correspondant à 220 560 actions nouvelles et à 330 840 actions anciennes pour les institutionnels (soit au plus 5% de l'augmentation du capital social après augmentation du capital).

En tout état de cause, la quantité demandée par le demandeur doit respecter la quantité minimale et maximale fixée par catégorie.

En outre, les demandes d'acquisition pour la catégorie A ne peuvent pas porter sur plus de 10% des actifs nets, ayant servi pour le calcul de la dernière valeur liquidative publiée précédant la date de demande d'acquisition.

Aucune règle d'antériorité n'est prévue dans la satisfaction des demandes d'acquisition reçues au cours de la période de validité de l'offre à Prix Ferme.

Outre la demande qu'elle émet pour son propre compte, une même personne pourra émettre un maximum de :

- Trois (3) demandes d'acquisition à titre de mandataires d'autres personnes. Ces demandes doivent être accompagnées d'un acte de procuration dûment signé et légalisé.
- Un nombre de demandes d'acquisition équivalent au nombre d'enfants mineurs à charge. Ces demandes doivent être accompagnées d'un extrait de naissance.

(suite)

Tout acquéreur ne peut émettre qu'une seule demande d'acquisition, toutes catégories confondues, déposée auprès d'un seul intermédiaire en Bourse.

En cas de dépôt de plusieurs demandes auprès de différents intermédiaires, seule la première par le temps sera acceptée par la commission de dépouillement.

En cas de demandes multiples reproduites chez un même Intermédiaire, seule la demande portant sur le plus petit nombre de quotités demandées sera retenue.

Tout Intermédiaire chargé du placement des titres est tenu au respect des dispositions énoncées dans le présent chapitre.

L'ensemble des documents cités ci-dessus devra être conservé pour être éventuellement présenté à des fins de contrôle

2-9-1 Mode de répartition des titres :

Les quotités offertes dans le cadre de l'offre à prix ferme seront réparties en cinq catégories :

Catégories	Nombre de quotités	Correspondant à		Répartition en % du capital social après augmentation	Répartition en% de l'OPF
		Nombre d'actions anciennes	Nombre d'actions nouvelles		
<u>Catégorie A :</u> OPCVM sollicitant au minimum 500 quotités tout en respectant les dispositions légales notamment celles concernant les ratios prudentiels	82.800	248.400	165.600	3,75%	20%
<u>Catégorie B :</u> Institutionnels autres que les OPCVM sollicitant au minimum 500 quotités.	41.400	124.200	82.800	1,88%	10%
<u>Catégorie C :</u> Personnes physiques ou morales, Tunisiennes ou étrangères sollicitant au minimum 251quotités.	165.600	496.800	331.200	7,51%	40%
<u>Catégorie D :</u> Personnes physiques ou morales, Tunisiennes ou étrangères sollicitant au minimum 25 quotités et au maximum 250 quotités	82.800	248.400	165.600	3,75%	20%
<u>Catégorie E :</u> Personnel du Groupe TELNET	41.400	124.200	82.800	1,88%	10%
Total	414.000	1.242.000	828.000	18,77%	100%

(suite)

Le mode de satisfaction des demandes de souscription se fera de la manière suivante :

Pour les catégories A, B, C et E : Les demandes d'acquisition seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation de chaque catégorie, déterminé par le rapport quantité offerte/ quantité demandée et retenue.

Le reliquat non servi sera réparti par la commission de dépouillement.

Pour la catégorie D : Les demandes d'acquisition seront satisfaites également par palier jusqu'à l'épuisement des titres alloués à cette catégorie. Les paliers de satisfaction seront fixés par la commission de dépouillement.

En cas d'excédent de titres offerts non demandés par une catégorie, le reliquat sera affecté en priorité à la catégorie A puis à la catégorie B, puis à la catégorie C, puis la catégorie D, puis à la catégorie E.

2-9-2 Modalités de paiement du prix :

Pour la présente offre, le prix de l'action de la société Telnet Holding, tous frais, commissions, courtages et taxes compris a été fixé comme suit :

- 5,800 Dinars pour les actions anciennes
- 5,800 Dinars pour les actions nouvelles

Le règlement des demandes d'acquisition des actions anciennes et nouvelles s'effectue au comptant auprès de l'intermédiaire en bourse au moment de dépôt de la demande. En cas de satisfaction partielle de la demande, le solde sera restitué, sans frais, ni intérêts au demandeur dans un délai ne dépassant pas les trois jours de la déclaration du résultat de l'offre.

2-9-3 Transmission des demandes et centralisation :

Les intermédiaires en bourse établissent, par catégorie, les états des demandes d'acquisition reçues de leurs clients dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme.

Les intermédiaires en bourse transmettront à la BVMT les états des demandes d'acquisition selon les modalités prévues par l'avis de la Bourse qui sera publié à cet effet sur son bulletin officiel.

Ces états doivent être signés par la personne habilitée et comporter le cachet de la société d'intermédiation. En cas de discordance entre l'état figurant sur le support magnétique et l'état écrit, seul l'état écrit fait foi.

2-9-4 Ouverture des plis et dépouillement :

Les états relatifs aux demandes d'acquisition données dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront communiquées sous plis fermés par le bureau d'ordre central de la Bourse à la commission de dépouillement composée de représentants de la BVMT, de l'AFC et Axis Bourse- intermédiaires en bourse introducteurs et en présence du commissaire du gouvernement auprès de la BVMT, des représentants du CMF et de l'AIB. La commission procédera au dépouillement des états, affectera les quotas et établira un procès verbal à cet effet.

2-9-5 Déclaration des résultats :

Dès la réalisation de dépouillement des demandes d'acquisition, le résultat de l'Offre à Prix Ferme fera l'objet d'un avis qui sera publié sur les Bulletins Officiels de la BVMT et du CMF précisant la suite donnée à l'offre et, en cas de suite positive, l'avis précisera par intermédiaire, le nombre de titres attribué, les demandes retenues et la réduction éventuelle dont les demandes d'acquisition seront frappées.

(suite)

2-9-6 Règlement des capitaux et livraison des titres :

Au cas où l'offre connaîtrait une suite favorable, la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis communiquera, le lendemain de la publication de l'avis de résultat, à chaque intermédiaire, l'état détaillé de ses demandes d'acquisition retenues et la quantité attribuée à chacun d'eux.

La STICODEVAM a donné en date du 9 mars 2011 aux actions anciennes de la société Telnet Holding le code ISIN :TN 000 744 0019.

La société Telnet Holding s'engage à demander la prise en charge de ses actions nouvelles et anciennes par la STICODEVAM dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.

Ainsi, les opérations de règlement et livraison seront assurées par cette dernière.

Le registre des actionnaires sera tenu par AFC -Intermédiaire en Bourse.

2-10 Cotation des titres :

La date de démarrage de la cotation des titres sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis fera l'objet d'un avis qui sera publié sur les bulletins officiels de la BVMT et du CMF.

Toutefois, la cotation des actions nouvelles ne démarrera qu'après l'accomplissement des formalités juridiques de l'augmentation du capital. Ainsi, les actions nouvelles ne seront cessibles et négociables qu'après la publication d'un avis sur le bulletin officiel de la BVMT.

2-11 Contrat de liquidité et contrat de régulation du cours boursier:

2-11-1 Contrat de liquidité : Les actionnaires de Telnet Holding se sont engagés à consacrer 1 000 000 dinars et 100 000 actions pour alimenter un contrat de liquidité pour une période de 12 mois à partir de la date d'introduction en Bourse des actions de Telnet Holding. Ce contrat a été confié à l'intermédiaire en bourse Axis Capital Bourse.

2-11-2 Régulation du cours boursier : Les actionnaires de la société « Telnet Holding » se sont engagés, après l'introduction de la société en Bourse, à obtenir lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de la société les autorisations nécessaires pour la régulation du cours boursier et ce conformément à l'article 19 nouveau de la loi N° 94-117 du 14 Novembre 1994 portant réorganisation du marché financier.

2-12 Tribunaux compétents en cas de litige

Tout litige pouvant surgir suite à la présente offre sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Un prospectus d'Offre à Prix Ferme – OPF- et d'admission au marché principal de la cote de la Bourse visé par le Conseil du Marché Financier sous le numéro 11/738 du 04 avril 2011, sera, incessamment, mis à la disposition du public auprès de la société «TELNET HOLDING», de AXIS CAPITAL BOURSE- intermédiaire en Bourse- et de l'AFC -Intermédiaire en Bourse- ainsi que sur le site Internet du CMF : www.cmf.org.tn.

AVIS DES SOCIETES

FIDELITY OBLIGATIONS SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable
Régie par le code des Organismes de Placement Collectives
Green Centre Bloc C 2ième Etage Rue Lac Constance
Les Berges du Lac 1053 TUNIS

Suite à la tenue de son l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 06 Avril 2011, les résolutions adoptées sont les suivantes :

Première résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et ceux commissaire aux comptes, et après examen des états financiers de la société relatifs à l'exercice 2010 approuve le rapport du Conseil d'Administration ainsi que les états financiers de l'exercice clos au décembre 2010, dégageant un bénéfice net de 9.236.343Dinars.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion au titre de l'exercice 2010.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Troisième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide la distribution d'un dividende net de 3,798 dinars par action.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Quatrième résolution :

La mise en paiement du dividende de FIDELITY OBLIGATIONS SICAV s'effectuera à partir du 11 A 2011 aux guichets de MAC.SA et de l'Amen Bank

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Cinquième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide le renouvellement pour une durée de 3années soit les années 2011, 2012 et 2013 les mandats des Administrateurs suivants :

- Monsieur Mohamed Abdelwaheb CHERIF,
- Monsieur Mourad Ben CHAABANE,
- Monsieur Mohamed Ali CHADLY,
- Monsieur Moncef TOUZRI

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Sixième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire prend information sur la décision du conseil d'administration sur nomination du commissaire aux comptes la Société FINOR représentée par Monsieur Faycal DERB pour une durée de 3 années 2011-2012 et 2013.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Septième résolution :

L'AGO décide d'attribuer au titre de l'exercice 2010, la somme de Deux Mille dinars, à chaque membre du Conseil d'Administration sous forme de jetons de présence qui seront pris en compte par le Gestionnaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Huitième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au représentant légal de la société pour effectuer toutes les formalités requises par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

AVIS

COURBE DES TAUX DU 11 AVRIL 2011

Code ISIN	Taux du marché monétaire et Bons du Trésor	Taux actuariel (existence d'une adjudication) ^[1]	Taux interpolé	Valeur (pied de coupon)
	Taux moyen mensuel du marché monétaire	4,623%		
TN0008002453	BTC 52 SEMAINES 10/05/2011		4,635%	
TN0008002461	BTC 52 SEMAINES 14/06/2011		4,650%	
TN0008000283	BTA 2 ans "4,3% août 2011"		4,671%	998,641
TN0008002479	BTC 52 SEMAINES 23/08/2011		4,679%	
TN0008002487	BTC 52 SEMAINES 28/02/2012		4,758%	
TN0008000192	BTA 6 ans "6% 15 mars 2012"		4,765%	1 010,610
TN0008002495	BTC 52 SEMAINES 27/03/2012	4,770%		
	BTC 52 SEMAINES 24/04/2012	4,749%		
TN0008000259	BTA 4 ans "5% mars 2013"	4,908%		1 001,419
TN0008000200	BTA 7 ans "6,1% 11 octobre 2013"		5,107%	1 022,262
TN0008000143	BTA 10 ans " 7,5% 14 Avril 2014 "		5,279%	1 060,157
TN0008000127	BTA 12 ans " 8,25% 9 juillet 2014 "		5,359%	1 083,488
TN0008000184	BTA 10 ans " 7% 9 février 2015"		5,559%	1 048,141
TN0008000267	BTA 7 ans " 5,25% mars 2016"	5,927%		971,450
TN0008000218	BTZc 11 octobre 2016		5,945%	
TN0008000234	BTA 10 ans "6,75% 11 juillet 2017"		5,968%	1 039,178
TN0008000242	BTZc 10 décembre 2018		6,011%	
TN0008000275	BTA 10 ans " 5,5% mars 2019"		6,019%	967,686
TN0008000226	BTA 15 ans "6,9% 9 mai 2022"		6,115%	1 061,288
TN0008000291	BTA 12 ans " 5,6% août 2022"	6,123%		957,392

^[1] L'adjudication en question ne doit pas être vieille de plus de 2 mois pour les BTA et 1 mois pour les BTCT.

Conditions minimales de prise en compte des lignes :

- Pour les BTA : Montant levé 10 millions de dinars et deux soumissionnaires,
- Pour les BTCT : Montant levé 10 millions de dinars et un soumissionnaire.

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

LIBELLE		Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2010	VL antérieure	Dernière VL		
OPCVM DE CAPITALISATION								
<i>SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION</i>								
1	TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS	20-juil-92	135,352	136,449	136,485		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
2	FCP SALAMETT CAP	AFC	02-janv-07	11,838	11,950	11,854		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
3	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23-janv-06	1,214	1,223	1,224		
<i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i>								
4	SICAV AMEN	AMEN INVEST	01-oct-92	32,630	32,958	32,968		
5	SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS	17-mai-93	44,802	45,235	45,247		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL quotidienne</i>								
6	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	AXIS Gestion	28-mars-08	163,775	149,781	149,885		
7	FCP AXIS TUNISIE INDICE	AXIS Gestion	28-mars-08	669,080	544,677	545,192		
8	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15-oct-08	140,431	121,355	121,508		
9	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	15-oct-08	130,841	120,969	120,893		
10	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	15-oct-08	116,956	110,740	110,750		
11	FCP MAXULA STABILITY	MAXULA BOURSE	18-mai-09	115,164	108,03	108,059		
12	FCP INDICE MAXULA	MAXULA BOURSE	23-oct-09	109,195	91,462	91,256		
13	FCP KOUNOUZ	TSI	28-juil-08	165,054	155,210	154,684		
14	FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS	06-sept-10	95,368	90,928	90,854		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
15	FCP CAPITALISATION ET GARANTIE	MANAGEMENT	30-mars-07	1 279,506	1 225,204	1 222,687		
16	FCP AXIS CAPITAL PROTEGE	AXIS GESTION	05-févr-04	2 218,986	2 130,685	2 126,181		
17	FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24-oct-08	122,479	106,070	105,326		
18	FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27-oct-08	122,906	115,550	115,235		
19	FCP FINA 60	FINACORP	28-mars-08	1 153,132	1 141,542	1 138,687		
20	FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04-mai-09	129,272	113,256	112,492		
21	AIRLINES FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	16-mars-09	14,956	13,663	13,550		
22	FCP VALEURS QUIETUDE 2014	TUNISIE VALEURS	13-mars-09	5 844,815	5 527,400	5 498,505		
23	FCP VALEURS SERENITE 2013	TUNISIE VALEURS	15-janv-08	6 613,950	6 383,536	6 373,858		
24	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23-janv-06	2,293	2,055	2,041		
25	FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23-janv-06	1,846	1,730	1,726		
26	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15-sept-09	1,162	1,032	1,017		
OPCVM DE DISTRIBUTION								
LIBELLE	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dividende		VL au 31/12/2009	VL antérieure	Dernière VL	
			Date de détachement du coupon	Montant				
<i>SICAV OBLIGATAIRES</i>								
27	SANADETT SICAV	AFC	01-nov-00	15/04/10	4,060	108,201	109,270	109,301
28	AMEN PREMIERE SICAV	AMEN INVEST	02-oct-95	23/03/11	3,758	104,529	101,721	101,748
29	AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	02-mai-06	15/03/11	3,741	105,198	102,474	102,504
30	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	01-nov-00	12/05/10	4,453	103,030	104,095	104,106
31	TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GERE	07-mai-07	04/04/11	4,309	103,814	100,569	100,599
32	SICAV AXIS TRÉSORERIE	AXIS GESTION	01-sept-03	27/05/10	3,976	107,102	108,050	108,072
33	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06-janv-97	10/05/10	4,289	103,928	105,024	105,055
34	SICAV TRESOR	BIAT ASSETS MANAGEMENT	03-févr-97	13/04/10	4,337	103,973	105,049	105,082
35	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	BIAT ASSETS MANAGEMENT	16-avr-07	13/04/10	3,843	104,106	105,151	105,184
36	MILLENUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12-nov-01	18/06/10	3,955	105,976	106,837	106,867
37	GENERAL OBLIG SICAV	CGI	01-juin-01	13/05/10	4,100	102,920	103,967	103,997
38	CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17-déc-01	21/03/11	4,067	104,302	101,318	101,351
39	FINA O SICAV	FINACORP	11-févr-08	17/05/10	4,108	104,065	105,053	105,082
40	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	INI	07-oct-98	08/04/10	3,770	106,546	107,529	107,560
41	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20-mai-02	11/04/11	3,798	106,200	107,129	103,358
42	MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02-févr-10	-	-	102,642	103,494	103,519
43	SICAV RENDEMENT	SBT	02-nov-92	31/03/10	3,580	102,948	103,917	103,947
44	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16-oct-00	27/05/10	4,090	104,540	105,543	105,573
45	SICAV BH OBLIGATAIRE	SIFIB-BH	10-nov-97	10/05/10	4,088	102,457	103,531	103,562
46	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	SIFIB BH	06-juil-09	-	-	106,156	107,064	107,088
47	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05-juin-08	15/06/10	3,435	104,166	105,012	105,036
48	SICAV L'ÉPARGNANT	STB MANAGER	20-févr-97	10/05/10	4,162	102,745	103,795	103,827
49	AL HIFADH SICAV	TSI	15-sept-08	05/05/10	3,731	104,552	105,496	105,526
50	SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS	01-août-05	28/05/10	3,629	104,763	105,750	105,777
51	ALYSSA SICAV	UBCI FINANCE	15-nov-93	18/05/10	3,613	102,001	102,898	102,925

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
52	FCP SALAMMET PLUS	AFC	02-janv-07	29/04/10	0,390	10,536	10,634	10,637
53	FCP AXIS AAA	AXIS Gestion	11-nov-08	24/05/10	4,952	104,067	105,132	105,161
54	FCP HELION MONEO	Helion Capital	31-déc-10	-	-	100,000	100,317	100,334
FCP OBLIGATAIRES - VL HEBDOMADAIRE								
55	AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP	CGF	25-févr-08	07/06/10	4,325	102,112	103,134	103,208
SICAV MIXTES								
56	ARABIA SICAV	AFC	15-août-94	22/04/10	0,770	75,602	72,079	72,018
57	ATTIJARI VALEURS SICAV	ATTIJARI GESTION	22-mars-94	12/05/10	1,685	155,524	142,542	142,822
58	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV	ATTIJARI GESTION	22-mars-94	12/05/10	19,014	1 553,686	1 419,409	1 422,127
59	SICAV PROSPERITY	BIAT ASSETS MANAGEMENT	25-avr-94	13/04/10	3,385	112,581	105,824	105,704
60	SICAV OPPORTUNITY	BIAT ASSETS MANAGEMENT	01-nov-01	13/04/10	2,853	116,359	108,055	107,886
61	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	08-déc-93	10/05/10	0,577	95,575	82,961	82,567
62	SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26-juil-99	21/03/11	0,375	16,523	15,726	15,717
63	SICAV CROISSANCE	SBT	27-nov-00	31/03/10	4,222	277,442	258,210	257,433
64	SICAV BH PLACEMENT	SIFIB-BH	22-sept-94	03/05/10	2,116	51,249	46,091	46,007
65	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01-mars-06	28/05/10	0,184	2 257,144	2 058,505	2 056,491
66	SICAV L'INVESTISSEUR	STB MANAGER	30-mars-94	27/04/10	1,977	78,987	74,735	74,665
67	SICAV AVENIR	STB MANAGER	01-févr-95	29/04/10	1,418	58,113	56,185	56,086
68	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI FINANCE	01-févr-99	18/05/10	1,690	103,331	99,534	99,540
69	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI FINANCE	17-mai-99	18/05/10	1,801	113,779	107,732	107,700
70	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI FINANCE	10-avr-00	18/05/10	0,034	110,018	98,585	98,414
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
71	FCP IRADETT 20	AFC	02-janv-07	29/04/10	0,280	11,692	11,473	11,468
72	FCP IRADETT 50	AFC	02-janv-07	29/04/10	0,230	12,686	12,270	12,252
73	FCP IRADETT 100	AFC	02-janv-07	29/04/10	0,135	16,636	15,922	15,895
74	FCP IRADETT CEA	AFC	02-janv-07	29/04/10	0,250	17,197	16,014	15,995
75	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30-juin-09	-	-	12,356	11,389	11,369
76	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB MANAGER	08-sept-08	06/04/10	1,193	128,457	109,447	109,109
77	BNAC PROGRÈS FCP	BNA CAPITAUX	03-avr-07	26/08/09	-	131,919	118,762	118,496
78	BNAC CONFIANCE FCP	BNA CAPITAUX	03-avr-07	26/08/09	-	127,744	121,876	121,660
79	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	04-juin-07	28/05/10	0,351	20,621	18,530	18,473
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
80	FCP AMEN PREVOYANCE	Amen Invest	01-févr-10	-	-	102,358	100,576	100,366
81	FCP AMEN PERFORMANCE	Amen Invest	01-févr-10	-	-	107,368	104,879	104,666
82	FCP AMEN CEA	Amen Invest	28-mars-11	-	-	-	100,097	100,141
83	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	BIAT ASSETS MANAGEMENT	15-janv-07	13/04/10	2,864	150,176	135,313	133,181
84	AL AMANAH ETHICAL FCP	CGF	25-mai-09	07/06/10	0,117	10,417	9,757	9,741
85	AL AMANAH EQUITY FCP	CGF	25-févr-08	07/06/10	1,935	123,909	110,850	110,870
86	AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	25-févr-08	07/06/10	3,230	117,002	113,831	113,723
87	FCP ACTIONS DEFENSIF	Helion Capital	31-déc-10	-	-	100,000	99,161	99,291
88	FCP ACTIONS PROACTIF	Helion Capital	31-déc-10	-	-	100,000	98,610	98,769
89	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15-nov-05	17/05/10	2,065	184,646	169,919	169,153
90	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15-nov-05	17/05/10	1,967	162,241	153,565	153,223
91	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15-nov-05	17/05/10	3,786	140,166	138,028	137,971
92	MAC EXCELLENCE FCP	MAC SA	28-avr-06	17/05/10	236,843	10 740,784	9 425,358	9 381,823
93	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20-juil-09	-	-	192,968	184,177	182,517
94	MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04-oct-10	-	-	109,114	113,815	113,895
95	FCP SMART EQUITY	SMART Asset Management	01-sept-09	-	-	1 439,547	1 334,587	1 324,844
96	FCP SERENA VALEURS FINANCIERES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	27-janv-10	-	-	107,049	100,702	99,295
97	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03-mars-10	-	-	107,735	105,448	104,050
98	TUNISIAN EQUITY FUND	UGFS-NA	30-nov-09	-	-	10 395,971	9 844,111	9 779,597

**BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER**

8, rue du Mexique - 1002 TUNIS -
Tél : 844.500 - Fax : 841.809 / 848.001

Compte bancaire n° 10 113 108 - 101762 - 0 788 83 STB le Belvédère - TUNIS -

e-mail : cmf@cmf.org.tn

**Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériés**

Prix unitaire : 0,250 dinar
Etranger : Frais d'expédition en sus

Le Président du CMF
Mr. Mohamed Férid EL KOBBI

IMPRIMERIE

du
CMF

8, rue du Mexique - 1002 TUNIS

FCP SALAMETT PLUS
RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Etats financiers - Exercice clos le 31 Décembre 2010

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de FCP SALAMETT PLUS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

1 - Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers de FCP SALAMETT PLUS arrêtés au 31 décembre 2010. Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société ARAB FINANCIAL CONSULTANTS. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine du FCP SALAMETT PLUS à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

Le Rapprochement de l'actif net tels qu'il figure au niveau de la situation du dépositaire et celle issue de la comptabilité, fait apparaître une différence de 164 Dinars qui résulte essentiellement des faits suivants :

- Une différence au niveau de la répartition de la plus value constatée sur 3 000 Titres BTA 7% Février 2015*
- Une différence au niveau de la répartition de la plus value constatée sur 300 Titres BTA 6% Mars 2012*

2. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice.

Comme il ressort des états financiers, l'actif net de SALAMETT + est employé, à la date du 31-12-2010, à hauteur de 22,88 % en liquidités et quasi-liquidités. Cette situation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 2 du décret 2001-2278 en matière de composition du portefeuille (ne devant pas dépasser 20% de l'actif net)

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Malek BEN AMMAR

**Bilan arrêté au 31/12/2010
(Exprimé en dinar Tunisien)**

		31/12/2010	31/12/2009
	ACTIF		
AC1-	Portefeuille titres	9 247 491	5 126 134
	a- Actions, valeurs assimilées et droits attachés	4.1	-
	b. Obligations et valeurs assimilées	4.2	9 247 491
AC2-	Placements monétaires et disponibilités	2 711 809	2 744 705
	a- Placements monétaires	1 400 000	1 400 000
	b- Disponibilités	1 311 809	1344 705
AC3-	Créances d'exploitation	418 378	200 605
AC4-	Autres Créances	9 452	1 279
	TOTAL ACTIF	12 387 130	8 072 723
	PASSIF		
PA1-	Opérateurs créditeurs	15 636	20 472
PA2-	Autres créditeurs divers	-	-
	TOTAL PASSIF	15 636	20 472
	ACTIF NET		
CP1-	Capital	4.4 11 912 892	7 741 427
CP2-	Sommes Distribuables	458 602	310 823
	a - Sommes distribuables des exercices antérieurs	13 283	6 313
	b - Sommes distribuables de l'exercice	445 319	304 510
	ACTIF NET	12 371 494	8 052 250
	TOTAL PASSIF ET ACTIF NET	12 387 130	8 072 723

**ETAT DE RESULTAT
Exercice de 12 mois clos le 31-12-10
(Exprimé en dinar Tunisien)**

		Exercice clos le 31/12/2010	Exercice Clos le 31/12/2009
PR1-	Revenus des portefeuille titres	4 372 735	244 338
	a. Dividendes		
	b. Revenus des obligations et valeurs assimilées	372 735	244 338
PR2-	Revenus des placements monétaires	138 192	101 866
	TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS	510 927	346 204
CH1-	Charges de gestion des placements	4 (77 063)	(52 221)
	REVENU NET DES PLACEMENTS	433 864	293 982
CH2-	Autres charges	4 (11 724)	(7 554)
	RESULTAT D'EXPLOITATION	422 140	286 428
PR4-	Régularisation du résultat d'exploitation	23 179	18 081
	SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE	445 319	304 510
PR4-	Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)	(23 179)	(18 081)
	Variation des plus (ou moins) values potentielles / titres	(33 778)	4 885
	Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	72 535	65 452
	Frais de négociation	(2 939)	-
	RESULTAT NET DE LA PERIODE	457 959	356 765

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
Exercice de 12 mois clos le 31-12-10
(Exprimé en dinar Tunisien)

	<i>Exercice clos le 31/12/2010</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2009</i>
AN1- VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	457 959	356 765
<i>a- Résultat d'exploitation</i>	<i>422 140</i>	<i>286 428</i>
<i>b- Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres</i>	<i>(33 778)</i>	<i>4 885</i>
<i>c- Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres</i>	<i>72 535</i>	<i>65 452</i>
<i>d- Frais de négociation</i>	<i>(2 939)</i>	<i>-</i>
AN2- DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	(328 246)	(289 513)
AN3- TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	4 189 532	917 911
<i>a / Souscriptions</i>	<i>14 212 953</i>	<i>3 879 016</i>
<i>Capital</i>	<i>13 611 710</i>	<i>3 727 930</i>
<i>Régularisation des sommes non distribuables de l'exercice</i>	<i>118 821</i>	<i>1 774</i>
<i>Régularisation des sommes non distribuables de l'exercice</i>	<i>79 671</i>	<i>3 893</i>
<i>Régularisation des sommes distribuables de l'exercice antérieur</i>	<i>82 605</i>	<i>28 456</i>
<i>Régularisation des sommes distribuables de l'exercice</i>	<i>320 146</i>	<i>116 963</i>
<i>b / Rachats</i>	<i>(10 023 421)</i>	<i>(2 961 105)</i>
<i>Capital</i>	<i>(9 542 380)</i>	<i>(2 840 090)</i>
<i>Régularisation des sommes non distribuables de l'exercice</i>	<i>(83 957)</i>	<i>(1 352)</i>
<i>Régularisation des sommes non distribuables de l'exercice</i>	<i>(52 920)</i>	<i>(4 427)</i>
<i>Régularisation des sommes distribuables de l'exercice antérieur</i>	<i>(47 197)</i>	<i>(16 354)</i>
<i>Régularisation des sommes distribuables de l'exercice</i>	<i>(296 967)</i>	<i>(98 882)</i>
VARIATION DE L'ACTIF NET	4 319 244	985 162
AN4- ACTIF NET		
<i>en début de période</i>	<i>8 052 250</i>	<i>7 067 088</i>
<i>en fin de période</i>	<i>12 371 495</i>	<i>8 052 250</i>
AN5- NOMBRE DE PARTS		
<i>en début de période</i>	<i>767 334</i>	<i>678 550</i>
<i>en fin de période</i>	<i>1 174 267</i>	<i>767 334</i>
VALEUR LIQUIDATIVE	10,536	10,494
TAUX DE RENDEMENT	(0,40%)	(0,76%)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

AU 31-12-2010

1- PRESENTATION DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT SALAMETT PLUS

FCP SALAMETT PLUS est un fonds commun de placement de type obligataire, régi par le code des OPCVM promulgué par la loi n° 2001-83 du 24-07-2001 et ayant obtenu l'agrément du CMF le 28-12-2006 n° 557/6

Le capital initial s'élève à 100 000 DT divisé en 10 000 parts de 10 DT chacune. Sa durée de vie est de 99 ans à compter de la date d'ouverture au public.

Le dépositaire de ce fonds est l'ARAB TUNISIAN BANK (ATB). Le gestionnaire est ARAB FINANCIAL CONSULTANTS.

L'ouverture au public de ce fonds a eu lieu le 02/01/2007.

2- REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31/12/2010 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

3- PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont constitués de titres admis à la cote et de titres OPCVM et sont évalués, en date du 31/12/2010, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres, correspond au cours en bourse à la date du 31.12.2010 pour les titres admis à la cote et à la valeur liquidative pour les titres OPCVM.

3.3- Evaluation des autres placements

Les placements en obligations et valeurs similaires admis à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché, soit le cours moyen pondéré à la date du 31 Décembre ou à la date antérieure la plus récente. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Les placements monétaires sont évalués à leur coût.

3.4- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le coût d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

4- NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT**4.1- Obligations et valeurs assimilées:**

Le solde de ce poste correspond aux placements en bons du trésor assimilables et en emprunts obligataires.

<i>Désignation</i>	<i>Quantité</i>	<i>Prix de revient</i>	<i>Valeur au 31-12-10</i>	<i>% actif net</i>
Emprunt d'Etat	5 045	5 272 691	5 493 202	44.40%
BTA_6.00_03/2012	300	299 190	310 710	2.51%
BTA_6.90_05/2022 1	200	195 713	202 942	1.64%
BTA_7.00_09/02/2015	500	504 146	529 154	4.28%
BTA_6.00_09/02/2015	3 000	3 236 431	3 386 480	27.37%
BTA_6.00_15/03/2012	200	199 374	207 054	1.67%
BTA_6.10_10/2013	200	197 692	199 885	1.62%
BTA_6.10_11/10/2013	50	49 600	50 149	0.41%
BTA_6.90_05/2022 2	300	293 797	304 641	2.46%

BTA 6.10 11/10/2013	200	197 797	199 989	1.62%
BTA 7.50 04/2014	20	20 502	21 363	0.17%
BTA 8.25 07/2014	75	78 447	80 834	0.65%
Obligations	41 100	3 974 800	4 047 584	32.72%
SIHM 2008	4 000	400 000	406 228	3.28%
PANOBOIS 2007	2 000	200 000	207 579	1.68%
ATB 2007/1	7 100	624 800	644 090	5.21%
CHO 2009	3 000	300 000	301 519	2.44%
CHO COMPANY 2009	3 000	300 000	300 035	2.43%
BTE 2010	10 000	1 000 000	1 011 788	8.18%
MEUBLATEX IND 2010	4 500	450 000	463 315	3.75%
BTE 2009	2 500	225 000	227 796	1.84%
UIB 2009/1 C	5 000	475 000	485 232	3.92%
TOTAL	-	9 247 491	9 540 786	77.12%

4.2 Créances d'exploitation :

Les créances d'exploitation se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Exercice clos le 31-12-10</i>	<i>Exercice Clos le 31-12-09</i>
Intérêts courus sur BTA	220 511	88 635
Intérêts courus sur emprunt obligataire ATB 2007/1 D	19 290	20 212
Intérêts courus sur emprunt obligataire SIHM 2008	6 228	6 116
Intérêts courus sur emprunt obligataire PANOBOIS 07	7 579	7 579
Intérêts courus sur emprunt obligataire CHO COMPANY 09	35	35
Intérêts courus sur emprunt obligataire CHO 2009	1 519	1 523
Intérêts courus sur emprunt obligataire BTE 2010	11 788	-
Intérêts courus sur emprunt obligataire MEUBLATEX IND	13 315	-
Intérêts courus sur emprunt obligataire BTE 2009	2 796	3 107
Intérêts courus sur emprunt obligataire UIB 2009/1 C	10 232	10 770
Intérêts sur placements	125 082	62 627
Total	418 378	200 605

4.3 Revenus du portefeuille – titres :

Les revenus du portefeuille titres s'analysent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Exercice clos le 31-12-10</i>	<i>Exercice Clos le 31-12-09</i>
Revenus des BTA	223 719	162 381
Revenus des obligations	149 016	81 957
Total	372 735	244 338

4.4 – Capital*Capital au 01-01-2010*

Montant: 7 673 340
 Nombre de titres : 767 334

Souscriptions réalisées

Montant: 13 611 710
 Nombre de titres émis : 1 361 171

Rachats effectués

Montant: 9 542 380
 Nombre de titres rachetés : 954 238

Capital au 31-12-2010

Montant: 11 742 670
 Nombre de titres : 1 174 267

4.5- Note sur les charges de gestion des placements

Ce poste enregistre les rémunérations du gestionnaire et du dépositaire calculées conformément aux dispositions des conventions de dépôt et de gestion conclues par FCP SALAMETT+.

4.6- Autres charges

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2010 à 7 554 DT et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
Redevance CMF	11 661	7 463
Charges diverses	62	91
Total	11 724	7 554

5- AUTRES NOTES AUX ETATS FINANCIERS**5.1- Transaction avec les parties liées**

- *La convention de gestion qui lie la société AFC et le FCP SALAMETT PLUS prévoit le paiement d'une commission de gestion de 0,5% calculée quotidiennement, sur la base de l'actif net, et payée mensuellement.*

Le montant payé par FCP SALAMETT PLUS au titre de l'exercice 2010 s'élève à 62 496 DT HT.

- *La convention de dépôt qui lie l'ARAB TUNISIAN BANK et le FCP SALAMETT PLUS prévoit le paiement d'une commission égale à 0,1% HT des actifs nets sans toutefois dépasser 8 260 Dinars pour l'année 2010.*

5.2- Evénements postérieurs à la clôture

Les présents états financiers ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS**TUNIS INTERNATIONAL BANK****-TIB-**

SIEGE SOCIAL AU 18, AVENUE DES ETATS D'AMERIQUE
1002 TUNIS-BELVEDERE

Tunis International Bank –TIB- publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2010 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 12 avril 2011. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, (AMC) M. Fehmi LAOURINE et Cabinet Mourad GUELLATY (Mourad GUELLATY).

BALANCE SHEET
As at December 31, 2010
(Amounts in US Dollars)

ASSETS	Notes	2010	2009
Bank demand and call deposits	3	7 781 767	7 093 971
Time deposits	4	262 070 228	291 064 548
Investments carried at fair value through P&L		152 271	43 613
Investments carried at fair value through equity	5	61 390 287	48 048 537
Held to maturity investments	6	21 304 268	13 943 420
Investments in associated companies	7	49 155 151	26 155 151
Loans and advances, net	8	119 834 761	100 493 780
Accrued interest and other assets	9	2 393 881	1 031 387
Property and equipments	10	3 030 935	3 161 756
TOTAL ASSETS		527 113 549	491 036 163
LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY			
LIABILITIES		441 764 301	409 026 792
Deposits from banks and financial institutions	11	180 756 479	172 147 789
Deposits from customers	12	252 564 718	230 275 523
Accrued interest and other liabilities	13	8 443 104	6 603 480
SHAREHOLDERS' EQUITY	14	85 349 248	82 009 371

Share capital	50 000 000	25 000 000
Reserves	21 668 139	30 482 972
Retained earnings	13 681 109	26 526 399
TOTAL LIABILITIES AND SHAREOLDERS' EQUITY	527 113 549	491 036 163

INCOME STATEMENT
For the year ended December 31, 2010
(Amounts in US Dollars)

	Notes	2010	2009
TOTAL INCOME		16 796 521	34 629 105
Interest income	15	5 347 648	7 633 998
Other income, net	16	11 448 873	26 995 107
INTEREST EXPENSES		2 196 845	3 727 076
Interest expenses	17	2 196 845	3 727 076
OPERATING INCOME		14 599 676	30 902 029
Salaries and benefits	18	3 922 834	3 303 006
General and administrative expenses	19	3 096 280	3 485 394
NET OPERATING INCOME		7 580 562	24 113 629
(BEFORE WRITE DOWN AND PROVISIONS)			
Provision for doubtful loans		975 000	10 775 000
NET INCOME FOR THE YEAR		6 605 562	13 338 629
Number of shares		5 000 000	2 500 000
Earning per share	20	1,32	5,34

CASH FLOW STATEMENT
For the year ended December 31, 2010
(Amounts in US Dollars)

	2010	2009
OPERATING ACTIVITIES		
Net income of the year	6 605 562	13 338 629
Adjustments for :		
Depreciation	348 644	316 757
Social fund	-260 000	-300 000
Operating profit before changes in operating assets and liabilities	6 694 205	13 355 386
Changes in operating assets and liabilities		
Time deposits	28 994 320	85 054
Loans and advances	-19 340 981	28 797 827
Accrued interest and other assets	-1 362 494	565 672
Deposits from banks and financial institutions	8 608 690	4 543 841
Deposits from customers	22 289 195	-11 515 813
Accrued interest and other liabilities	1 839 624	-1 145 659
Net cash provided by operating activities	47 722 560	34 686 308
INVESTING ACTIVITIES		
Purchase of held to maturity investments	-10 000 000	-12 102 796
Sale of held to maturity investments	2 639 152	6 284 898
Purchase of investments available for sales	-17 675 727	-13 420 681
Sale of investments available for sales	6 219 633	4 134 280
Purchase of investment properties	-23 000 000	-16 080 032
Purchase of fixed assets net	-217 823	-233 371
Net cash used by investing activities	-42 034 764	-31 417 702
FINANCING ACTIVITIES		
Dividends paid	-5 000 000	-5 000 000
Net cash used by financing activities	-5 000 000	-5 000 000
Increase / Decrease in cash and cash equivalents	687 796	-1 731 394
Cash and cash equivalents as of January 1st	7 093 971	8 825 365
Cash and cash equivalents at 31 December	3 7 781 767	7 093 971

STATEMENT OF CHANGES IN SHAREHOLDERS' EQUITY
For the year ended December 31, 2010
(Amounts in US Dollars)

	Share Capital	Statutory Reserve	General Reserve	Revaluation Reserve	Investment FV reserve	Retained Earnings	Total
Balance at December 31, 2008	25 000 000	8 564 422	15 300 000	1 000 000	(1 271 130)	25 932 496	74 525 788
Net income for the period						13 338 629	13 338 629
Investment revaluation reserve					(555 046)		(555 046)
Transfer to statutory reserve		1 544 726				(1 544 726)	-
Transfer to general reserve			900 000			(900 000)	-
Transfer to general reserve (Others)			5 000 000			(5 000 000)	-
Dividends distributed						(5 000 000)	(5 000 000)
Transfer to social fund						(300 000)	(300 000)
Balance at December 31, 2009	25 000 000	10 109 148	21 200 000	1 000 000	(1 826 176)	26 526 399	82 009 371
Net income for the period						6 605 562	6 605 562
Investment revaluation reserve					1 994 315		1 994 315
Transfer to statutory reserve		1 333 862				(1 333 862)	-
Transfer to general reserve			900 000			(900 000)	-
Transfer to general reserve (Others)			5 000 000			(5 000 000)	-
Dividends distributed						(5 000 000)	(5 000 000)
Transfer to social fund						(260 000)	(260 000)
Capital increase	25 000 000	(6 443 010)	(11 600 000)			(6 956 990)	-
Balance at December 31, 2010	50 000 000	5 000 000	15 500 000	1 000 000	168 139	13 681 109	85 349 248

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

1. CORPORATE INFORMATION

The financial statements of Tunis International Bank for the year ended December 31, 2010 were authorised for issue in accordance with resolution of the Board of Directors on 8 February 2011.

Tunis International Bank S.A. (TIB) was established in June 1982 in Tunisia as a fully licensed Bank operating mainly with non residents under the current Tunisian law 2009-64 of August 12th, 2009 and under the supervision of the Central Bank of Tunisia. The main activity of the Bank is corporate and private Banking and Money Market operations. The Bank is exempted from corporate tax for activities with non residents.

The Bank's registered address is 18, avenue des Etats Unis d'Amérique P.O. Box 81 - Le Belvedere 1002, Tunis, Tunisia.

TIB is a subsidiary of Burgan Bank (Kuwait), member of KIPCO Group (Kuwait).

2. ACCOUNTING POLICIES

2.1. Basis of preparation

The financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the International Accounting Standards Board (IASB).

The financial statements have been prepared on a historical cost basis except for investments carried at fair value through equity that have been measured at fair value.

The financial statements have been presented in US Dollars being the functional currency of the Bank.

2.2. Significant accounting judgments and estimates

In the process of applying the Bank's accounting policies, management has used its judgment and made estimates in determining the amounts recognised in the financial statements. The most significant use of judgment and estimates are as follows:

Impairment losses on loans and advances

The Bank reviews its problem loans and advances at each reporting date to assess whether an allowance for impairment should be recorded in the income statement. In particular, judgement by management is required in the estimation of the amount and timing of future cash flows when determining the level of allowance required. Such estimates are based on assumptions about a number of factors and actual results may differ, resulting in future changes to the allowance.

In addition to specific allowances against individual significant loans and advances, the Bank also makes a collective impairment allowance against exposures which, although not specifically identified as requiring a specific allowance, have a greater risk of default than when originally granted.

Impairment investments

The Bank treats investments as impaired when there has been a significant or prolonged decline in the fair value below its cost or where other objective evidence of impairment exists.

2.3. Summary of significant accounting policies

(a) Foreign currency translation

Translation of foreign currency transactions

Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the functional currency rate of exchange ruling at the balance sheet date. All differences are taken in the income statement. Income and expenses items incurred in foreign currencies are translated, into the functional currency daily using the functional currency rate of exchange prevailing at that date.

(b) Investments

All investments are initially recognised at cost being the fair value of consideration given and including acquisition charges associated with the investments. After the initial recognition, investments, other than investments in associated companies, are measured as follows:

Investments carried at fair value through P&L :

Investments classified as "*Investments carried at fair value through P&L*" are measured at fair value. Fair value is determined by reference to quoted bid prices.

Realised and unrealised gains and losses on "*Investments carried at fair value through P&L*" are included in the income statement .

Investments carried at fair value through equity :

Investments classified as "*Investments carried at fair value through equity*" are measured at fair value. Fair value of investments listed on active markets is determined by reference to quoted bid prices. Fair value of investments listed on inactive markets and unlisted investments are determined using other generally accepted methods such as discounted cash flows or adjusted prices of similar investments. Investments whose fair value cannot be reliably measured are booked at cost. The fair value changes of *Investments carried at fair value through equity* are directly recognised in equity. Realised gains and losses on "*Investments carried at fair value through equity*" are included in the income statement .

Investments held to maturity:

Investments which have fixed or determinable repayments and which are intended to be held to maturity are carried at amortised cost, less allowance for impairment. Amortised cost is calculated by taking into account any discount or premium on acquisition. Any gain or loss on such investments is recognised in the income statement if the investment is derecognised or impaired.

(c) Deposits with Banks and other financial institutions

Deposits with Banks and other financial institutions are stated net of any amounts written off and allowance for impairment.

(d) Allowance for possible losses on income earning assets

The Bank provides for possible losses on its income earning assets based upon a review and evaluation of its exposures, taking into consideration the applicable regulation of Central Bank of Tunisia. Income earning assets include placements with other Banks, loans and advances, marketable securities investments and commitments and contingencies arising from off balance sheet items.

The Bank has estimated the allowance for possible losses on income earning assets based upon all the circumstances and events known at the date of these financial statements. The allowance for loan losses comprises specific provisions against loans and advances and a general allowances.

Specific allowances are calculated based on the borrowers' debt servicing ability and adequacy of security. Specific allowances are made as soon as the debt servicing of the loan has been identified as doubtful and when management considers the estimated repayment realisable from the borrower is likely to fall short of the amount of principal and interest outstanding. These are treated as non-performing loans.

General allowances are maintained for losses that are not yet identified but can reasonably be expected to arise, based on historical experience, from the existing overall credit portfolio over its remaining life. In determining the level of general allowances, management also refers to the composition of the portfolio, industry and the Tunisian Central Bank requirements.

(e) Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash and those balances of the demand and call deposits with Banks including Central Bank and financial institutions.

(f) Offsetting

Financial assets and financial liabilities are only offset and the net amount reported in the balance sheet when there is a legally enforceable right to set off the recognised amounts and the Bank intends to either settle on a net basis, or to realise the asset and settle the liability simultaneously.

(g) Trade and settlement date accounting

All purchases and sales of financial assets including "regular way" ones are recognised on settlement date.

(h) Interest income and expenses

The Bank recognises interest income and expenses on an accrual basis. The Bank does not recognise interest income on loans or other income earning assets which are classified as non-performing.

Loans and other income earning assets are classified as non-performing when these are classified as doubtful or loss, respectively class 2, 3 and 4 following the regulations issued by Central Bank of Tunisia, or when in the opinion of management, collection of interest and/or principal is doubtful.

When a loan is classified as non-performing, any interest income previously recognised but not yet collected is reversed. Interest on non-performing loans and other income earning assets under Central Bank of Tunisia guidelines is recognised in the statement of income only to the extent of cash received.

(i) Fixed assets and depreciation

Fixed assets are stated at cost less accumulated depreciation. Expenditures which extend the future useful life of assets or provide further economic benefits are capitalised and depreciated. Fixed assets are depreciated using the straight line method over their estimated useful life.

It's worth mentioning that the damage caused at our Bizerte branch as result of the recent riots occurred in the country had no significant impact on our fixed assets. The book value of the assets stolen/damaged is about 2 500 USD. Replacement cost is estimated at 23 000 USD.

3. BANK DEMAND AND CALL DEPOSITS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cash	1 261 432	1 412 168
Due from Banks	6 520 335	5 681 803
	<u>7 781 767</u>	<u>7 093 971</u>

4. TIME DEPOSITS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Up to 3 months	252 536 765	283 225 032
From 3 months to 1 year	9 533 463	7 839 516
	<u>262 070 228</u>	<u>291 064 548</u>

5. INVESTMENTS CARRIED AT FAIR VALUE THROUGH EQUITY

A - By nature	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Listed securities	37 927 901	26 337 547
Unlisted securities	23 462 386	21 710 990
	<u>61 390 287</u>	<u>48 048 537</u>
B - By currency	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Kuwaiti Dinars	29 727 923	29 155 682
US Dollars	21 366 874	12 577 482
Bahrain Dinars	3 133 289	3 133 289
EURO	3 929 310	-
United Arab Emirate Dirhams	1 649 833	1 599 973
Tunisian Dinars	1 574 368	1 582 111

Jordanian Dinars	8 690	-
	<u>61 390 287</u>	<u>48 048 537</u>

6. HELD TO MATURITY INVESTMENTS

A - By nature	2010	2009
Government bonds and debt securities	11 304 268	13 943 420
Other bonds and debts securities	10 000 000	-
	<u>21 304 268</u>	<u>13 943 420</u>
B - By currency	2010	2009
Euros	11 304 268	12 102 796
Japanese Yen	10 000 000	1 840 624
	<u>21 304 268</u>	<u>13 943 420</u>
C - By maturity	2010	2009
From 3 months to 1 year	8 631 268	1 840 624
Over 1 year	12 673 000	12 102 796
	<u>21 304 268</u>	<u>13 943 420</u>

7. INVESTMENTS IN ASSOCIATED COMPANIES

The Bank has a participation in Algeria Gulf Bank (AGB), a Bank incorporated in Algeria. The shares of AGB are not listed in any public exchange.

8. LOANS AND ADVANCES, NET

	2010	2009
Bank and financial institutions	104 594 443	77 681 896
Corporate businesses, private and others	29 585 562	36 182 127
	<u>134 180 005</u>	<u>113 864 023</u>
Allowances for loan losses	(14 345 243)	(13 370 243)
	<u>119 834 762</u>	<u>100 493 780</u>

8.1 Geographical analysis

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Middle East/ Africa	119 834 762	100 493 780
	<u><u>119 834 762</u></u>	<u><u>100 493 780</u></u>

8.2 Maturity analysis

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Up to 3 months	23 481 996	19 923 901
From 3 months to 1 year	47 855 663	13 546 903
Over 1 year	48 497 103	67 022 976
	<u><u>119 834 762</u></u>	<u><u>100 493 780</u></u>

8.3 Allowances for loan losses

The movements of allowance for loan losses are as follows :

	<u>Specific allowance</u>	<u>General allowance</u>	<u>Total</u>
Balance at 31 December 2009	10 855 000	2 515 243	13 370 243
Allowances of the year	975 000		975 000
Reclassification	1 000 000	(1 000 000)	-
Balance at 31 December 2010	12 830 000	1 515 243	14 345 243

The general allowance is intended to cover potential risks which may arise as consequence of the recent event in the country.

8.4 Non-performing loans

	<u>Loans and advances</u>	<u>Provisions & interest suspended</u>	<u>Collateral held against NPL</u>
Bank and financial institutions	15 000 000	12 750 000	-
Corporate businesses, private and others	665 749	540 083	130 311
	<u><u>15 665 749</u></u>	<u><u>13 290 083</u></u>	<u><u>130 311</u></u>

9. ACCRUED INTEREST AND OTHER ASSETS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Accrued interest receivable	680 257	565 102
Prepayments	1 713 624	466 285
	<u>2 393 881</u>	<u>1 031 387</u>

10. PROPERTY AND EQUIPMENT

	<u>Net value 2010</u>	<u>Net value 2009</u>
Land	700 000	700 000
Building	1 640 338	1 734 698
Office furniture and other fixed assets	690 597	727 058
Total net	<u>3 030 935</u>	<u>3 161 756</u>

11. DEPOSITS FROM BANKS AND FINANCIAL INSTITUTIONS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Repayable on demand	493 796	335 051
Up to 3 months	147 059 578	169 559 610
From 3 months to 1 year	33 203 105	2 253 128
	<u>180 756 479</u>	<u>172 147 789</u>

12. DEPOSITS FROM CUSTOMERS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Up to 3 months	247 280 363	227 804 619
From 3 months to 1 year	5 284 355	2 470 904
	<u>252 564 718</u>	<u>230 275 523</u>

13. ACCRUED INTEREST AND OTHER LIABILITIES

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Accrued interest payable	528 493	352 106
Waiting for settlement	517 521	1 597 270
Accrued expenses	1 851 728	1 203 571
Retirement benefits provision	2 306 099	2 064 015
Other liabilities	3 239 263	1 386 518
	<u>8 443 104</u>	<u>6 603 480</u>

14. STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL AND RESERVES

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Share capital	50 000 000	25 000 000
Reserves including: (a)	21 668 139	30 482 972
<i>Investments Fair Value reserve</i>	168 139	(1 826 176)
Retained earnings	7 075 547	13 187 770
Net profit of the period	6 605 562	13 338 629
	<u>85 349 248</u>	<u>82 009 371</u>

The ordinary general meeting of 2010 decided the allocation of 2009 net profit and retained earnings as follows:

Net profit 2009	13 338 629
Retained earnings as at 31/12/2009	13 187 770
	<u>26 526 399</u>

Allocation

Social fund	260 000
Legal reserve	1 333 862
General reserve	5 900 000
Dividends	5 000 000
Retained earnings as at 31/12/2010	14 032 537
	<u>26 526 399</u>

a- Reserves are detailed as follows :

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Statutory Reserves	5 000 000	10 109 148
General reserve	15 500 000	21 200 000
Revaluation reserve	1 000 000	1 000 000
Fair value Reserve	168 139	(1 826 176)
	<u>21 668 139</u>	<u>30 482 972</u>

15. INTEREST INCOME

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Interest on interbank placements	2 420 253	3 469 050
Interest on loans and advances	2 927 395	4 164 948
	<u>5 347 648</u>	<u>7 633 998</u>

16. OTHER INCOME

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Investment income (16.1)	3 456 882	19 755 803
Foreign exchange	4 060 504	3 589 668
Fees and commissions	3 931 487	3 649 636
	<u>11 448 873</u>	<u>26 995 107</u>

16.1 Investment income

	<u>2010</u>
Interest on Bonds	1 580 375
Dividends	2 542 616
Realized Gain/Loss on Investments	(666 109)
	<u>3 456 882</u>

17. INTEREST EXPENSES

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Interest expenses on deposits and collaterals	440 365	1 015 819
Interest expenses on interbank deposits	1 756 480	2 711 257
	<u>2 196 845</u>	<u>3 727 076</u>

18. SALARIES AND BENEFITS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Wages and salaries	3 013 456	2 532 256
Social security costs	655 995	496 765
Pension costs	243 730	263 438
Other	9 653	10 547
	<u>3 922 834</u>	<u>3 303 006</u>

19. GENERAL AND ADMINISTRATIVE EXPENSES

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Depreciation	348 644	316 757
Premises costs	281 756	303 216
IT costs	163 976	165 527
Communication	328 214	326 267
Marketing, donations & Advertising costs	211 268	211 988
Board fees	223 000	273 000
Tax	409 677	597 536
Administration costs	1 129 745	1 291 103
	<u>3 096 280</u>	<u>3 485 394</u>

20. EARNINGS PER SHARE

The capital has been increased from USD 25 to 50 million by capitalisation of reserves and issuance of 2.5 million new shares.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Net profit attributable to ordinary equity holders	6 605 562	13 338 629
Weighted average number of ordinary shares	5 000 000	2 500 000
Basic earnings per share	<u>1,32</u>	<u>5,34</u>

21. COMMITMENTS AND CONTINGENCIES

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Forward exchange contracts purchases	4 092 537	4 489 478
Forward exchange contracts sales	4 100 893	4 508 754
Letters of credit, guarantees and acceptances	30 174 085	44 847 769
	<u>38 367 515</u>	<u>53 846 001</u>

Letters of credit, guarantees and acceptances

Letters of credit, guarantees and acceptances commit the Bank to make payments on behalf of customers contingent upon the failure of the customer to perform under the terms of the contract. Commitments generally have fixed expiration dates, or other termination clauses. Since commitments may expire without being drawn upon, the total contract amounts do not necessarily represent future cash requirements.

22. FAIR VALUE HIERARCHY

IFRS 7 specifies a hierarchy of valuation techniques based on whether the inputs to those valuation techniques are observable or unobservable. Observable inputs reflect market data obtained from independent sources; unobservable inputs reflect the Bank's market assumptions. These two types of inputs have created the following fair value hierarchy:

- **Level 1** – Quoted prices in active markets for identical assets or liabilities. This level includes listed equity securities and debt instruments on exchanges.
- **Level 2** – Inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices).
- **Level 3** – Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (unobservable inputs). This level includes equity investments and debt instruments with significant unobservable components.

This hierarchy requires the use of observable market data when available. The Bank considers relevant and observable market prices in its valuations where possible.

	<u>Level 1</u>	<u>Level 2</u>	<u>Level 3</u>	<u>TOTAL</u>
Investments carried at fair value through P&L				
Equity Securities	152 271	-	-	152 271
Debt Securities	-	-	-	-
Investments carried at fair value through equity				
Equity Securities	14 794 384	23 462 386	-	38 256 770
Debt Securities	23 133 517	-	-	23 133 517
Held to maturity investments				
Equity Securities	-	-	-	-
Debt Securities	21 304 268	-	-	21 304 268
Investments in associated companies				
Equity Securities	-	49 155 151	-	49 155 151
Debt Securities	-	-	-	-
	<u>59 384 440</u>	<u>72 617 537</u>	<u>-</u>	<u>132 001 977</u>

23. INTEREST RATE RISK

Interest rate risk arises from the possibility that changes in interest rates will affect future profitability or the fair values of financial instruments.

The Bank's interest sensitivity position is based on maturity dates and contractual repricing arrangements. As at **31 December 2010** it was as follows:

	Up to 3 months	3 month to 1 year	Over 1 year	Non interest bearing items	TOTAL
Bank demand and call deposits	6 520 335	-	-	1 261 432	7 781 767
Time deposits	252 536 765	8 834 504	698 959	-	262 070 228
Securities held for trading	-	-	-	152 271	152 271
Investments held at fair value through equity	-	12 923 310	10 204 207	38 262 770	61 390 287
Held to maturity investments	-	8 631 268	12 673 000	-	21 304 268
Investments in associated companies	-	-	-	49 155 151	49 155 151
Loans and advances, net	23 481 996	47 855 663	48 497 103	-	119 834 762
Accrued interest and other assets	-	-	-	2 393 881	2 393 881
Property and equipment	-	-	-	3 030 935	3 030 935
Total assets	282 539 096	78 244 745	72 073 269	94 256 440	527 113 550
Deposits from Banks and financial institutions	147 553 374	33 203 105	-	-	180 756 479
Deposits from customers	247 280 363	5 284 355	-	-	252 564 718
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	8 443 105	8 443 105
Shareholders' equity	-	-	-	85 349 248	85 349 248
Total liabilities and shareholders' equity	394 833 737	38 487 460	-	93 792 353	527 113 550

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
US Dollars	%	%
Assets	0.88 - 5.46	0.12 - 5.61
Liabilities	0.33 - 1.09	0.06 - 1.25
Kuwaiti Dinars		
Assets	-	-
Liabilities	2.50	1.25 - 3.00
Tunisian Dinars		
Assets	4.77 - 8.00	3.79 - 7.50
Liabilities	3.73 - 5.00	3.79 - 4.70
Euros		
Assets	0.65 - 4.30	0.23 - 6.25
Liabilities	0.50- 0.95	0.12- 2.00
British Pounds		
Assets	0.51	0.20 - 0.39
Liabilities	0.40	0.12 - 0.25

24. CURRENCY RISK

Currency risk is the risk that the value of a financial instrument will fluctuate due to changes in foreign exchange rates. The Bank considers the US Dollar as its functional currency. Positions are monitored on a daily basis and hedging strategies are used to ensure positions are maintained within established limits.

The Bank had the following net exposures as of 31 December 2010:

	<u>2010 - 000'USD</u>	
	<u>Long position</u>	<u>Short position</u>
US Dollars	369	-
Euros	-	-584
Tunisian Dinars	65	-
Saudi Riyals	26	-
British Pounds	7	-
Japanese Yen	9	-
Moroccan Dirham	11	-
Canadian Dollars	44	-
Swiss Francs	1	-
Arab Emarat Dirham	13	-
Others	35	-7
	<u>580</u>	<u>-591</u>

25. LIQUIDITY RISK

The maturity profile of the assets and liabilities at **31 December 2010** was as follows:

	<u>Up to 3 months</u>	<u>3 month to 1 year</u>	<u>1 year to 5 years</u>	<u>Undated</u>	<u>TOTAL</u>
Bank demand and call deposits	7 781 767	-	-	-	7 781 767
Time deposits	252 536 765	8 834 504	698 959	-	262 070 228
Securities held for trading	-	-	-	152 271	152 271
Investments held at fair value through equity	-	12 923 310	10 204 207	38 262 770	61 390 287
Held to maturity investments	-	8 631 268	12 673 000	-	21 304 268
Investments in associated companies	-	-	-	49 155 151	49 155 151
Loans and advances, net	23 481 996	47 855 663	48 497 103	-	119 834 762
Accrued interest and other assets	-	-	-	2 393 881	2 393 881
Property and equipment	-	-	-	3 030 935	3 030 935
Total assets	<u>283 800 528</u>	<u>78 244 745</u>	<u>72 073 269</u>	<u>92 995 008</u>	<u>527 113 550</u>
Deposits from Banks and financial institutions	147 553 374	33 203 105	-	-	180 756 479
Deposits from customers	247 280 363	5 284 355	-	-	252 564 718
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	8 443 105	8 443 105
Shareholders' equity	-	-	-	85 349 248	85 349 248
Total liabilities and shareholders' equity	<u>394 833 737</u>	<u>38 487 460</u>	<u>-</u>	<u>93 792 353</u>	<u>527 113 550</u>

26. RELATED PARTY BALANCES & TRANSACTIONS

	December 2010			
	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Others Related Parties	Total
Assets				
Bank demand and call deposits	103 628	4 184	-	107 812
Time deposits	14 701 500	-	25 000 000	39 701 500
Investments in Associated Companies	-	49 155 151	-	49 155 151
Investments Carried at Fair Value Through Equity	-	-	25 891 296	25 891 296
Accrued Interest receivable	189	-	77 291	77 480
	14 805 317	49 159 335	50 968 587	114 933 239
Liabilities				
Deposits from Banks and financial institutions	61 866 605	-	4 889 236	66 755 841
Accrued Interest payable	81 536	-	4 520	86 056
	61 948 141	0	4 893 756	66 841 897
Off-Balance sheet				
Letters of credit, guarantees and acceptances	-	3 955 217	-	3 955 217
	-	3 955 217	-	3 955 217

	December 2010			
	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Others Related Parties	Total
Income Statement				
Interest Income	435 920	-	561 941	997 861
Other Income	-	2 294 759	253 162	2 547 922
Interest Expense	-1 000 732	-	-282 780	-1 283 512
General & Administrative expenses	-	-	-351 000	-351 000
	-564 812	2 294 759	181 323	1 911 271

Key management compensation

Remuneration paid or accrued in relation to key management, including Directors and other Senior Officers was as follows:

	2010	2009
Short term employee benefits - including salary & bonus	909 290	895 904
Accrual for end of services indemnity	110 502	88 238
	1 019 792	984 142

27. SEGMENTAL INFORMATION

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Assets		
North America	5 292 000	830 751
Europe	164 432 000	131 841 716
Middle East/ Africa	345 167 700	358 346 964
Austria	12 221 850	-
Asia	-	16 732
	<u>527 113 550</u>	<u>491 036 163</u>
Liabilities		
Europe	38 066 500	24 638 892
Middle East/ Africa	403 697 801	384 387 900
	<u>441 764 301</u>	<u>409 026 792</u>
	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Investment Income		
Middle East/ Africa	3 455 762	19 754 862
North America	1 120	941
	<u>3 456 882</u>	<u>19 755 803</u>
Interest Income		
Europe	828 835	2 697 850
Middle East/ Africa	4 518 813	4 936 148
	<u>5 347 648</u>	<u>7 633 998</u>
Other Income		
Middle East/ Africa	7 991 990	7 239 304
	<u>7 991 990</u>	<u>7 239 304</u>

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Bank manages credit risk by setting limits for individual counterparties, and groups of counterparties and for geographical and industry segments. The Bank also monitors credit exposures, and continually assesses the creditworthiness of counterparties. In addition, the Bank obtains security where appropriate, enters into master netting agreements and collateral arrangements with counterparties, and limits the duration of exposures.

For details of the composition of the assets by geographic segment refer to note 27.

Credit risk in respect of derivative financial instruments is limited to those with positive fair values.

29. CONCENTRATIONS

Concentrations arise when a number of counterparties are engaged in similar business activities, or activities in the same geographic region, or have similar economic features that would cause their ability to meet contractual obligations to be similarly affected by changes in economic, political or other conditions. Concentrations indicate the relative sensitivity of the Bank's performance to developments affecting a particular industry or geographic location. The distribution of assets and liabilities by geographic region is disclosed in note 27.

30. MARKET RISK

Market risk is defined as the risk of loss in the value of on or off balance sheet financial instruments caused by a change in market prices, including changes in interest rates, foreign exchange rates and equity prices.

31. CAPITAL ADEQUACY

The risk asset ratio calculated in accordance with the capital adequacy guidelines issued by the Central Bank of Tunisia, for the Bank is as follows:

Total capital base	<u>78 523 245</u>
Total risk weighted exposure	<u>248 324 289</u>
Capital adequacy	<u>31.6%</u>
Minimum requirement	<u>8%</u>

STATUTORY AUDITORS' GENERAL REPORT
Financial statements as at December 31, 2010

To the Shareholders of Tunis International Bank,

In compliance with the assignment entrusted to us by your General Meeting held in March 26, 2010, we present below our report on the financial statements of Tunis International Bank for the year ended December 31, 2010 and on the specific procedures as prescribed by law and professional standards.

1. Opinion on the financial statements

We have audited the accompanying financial statements of Tunis International Bank which comprise the balance sheet as at December 31, 2010, the income statement and the cash flow statement for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information. The financial statements present positive equities of USD 85 349 248, including a net income of USD 6 605 562.

These financial statements are the responsibility of the company's Management and its Board of Directors. This responsibility includes designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Tunisian Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Tunis International Bank as at December 31, 2010 and of the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

2. Specific examinations

We have also carried out the specific procedures prescribed by law and professional standards.

We have nothing to report on with respect to the consistency of the financial information included in the Board of Directors' (management) report with the financial statements.

We have also reviewed, in connection with our audit, the internal control procedures related to the financial information processing and reporting. We report, based on our review and as required by the article 3 of the law n° 94-117 dated November 14th, 1994 as amended by the law n° 2005-96 dated October 18th, 2005, that we have not pointed out major weaknesses which might affect our opinion on the financial statements.

Furthermore, in accordance with the article 19 of the decree 2001-2728 dated November 20, 2001, we have performed the required examination and have no observation regarding the conformity of Tunis International Bank with the regulatory requirements relating to securities accounts.

Tunis, March 17th, 2011

**AMC Ernst & Young
Fehmi LAOURINE**

**Cabinet Mourad GUELLATY
Mourad GUELLATY**

**TUNIS INTERNATIONAL BANK
STATUTORY AUDITORS' SPECIAL REPORT
Financial statements as at December 31, 2010**

To the Shareholders of Tunis International Bank,

- I. In accordance with the article 71 of the offshore financial institutions code, the articles 200 and followings and the article 475 of Companies Law, we report hereafter on agreements concluded and transactions carried out during the financial year 2010.

Our responsibility is to ensure the compliance of these agreements and transactions with authorization and approval procedures as required by Law as well as their accurate translation within the Financial Statements. We are not required to carry out specific extended audit procedures in order to find out such agreements or transactions. However, we have to report to you, based on information provided to us and those obtained through our audit procedures, on their characteristics and significant provisions, without giving an opinion on their usefulness and relevance. It belongs to you as shareholders to appreciate the opportunity related to such agreements and transactions as part of your approval process.

A- Agreements and transactions concluded in 2010:

We inform you that we have not been informed of any new agreement in 2010 relating to these articles.

B- Transactions related to agreements concluded before 2010:

TIB and UGB have concluded an agreement on February 22nd, 2006 which has been authorized by the Board of Directors dated on July 7th, 2006 and approved by the shareholders Assembly dated on March 18th, 2009. In the frame of this agreement, which is still in force in 2010, TIB has to pay on a yearly basis to UGB an amount of USD 225 thousand relating to assistance services in administrative, organization and banking fields.

C- Obligations and commitments towards General Management and Board members:

C-1- Obligations and commitments towards management as specified by new article 200 II § 5 of companies law are detailed as follows:

- The Chief Executive Officer compensation is defined by a decision of the Chairman of the Board of Directors. This compensation covers a fixed annual salary, bonus and other benefits. As per the bank policy, he also benefits from a retirement allowances.

- The Board members attendance fees are determined by the Board of Directors and submitted to the approval of the Annual shareholders' Meeting.

C-2- Obligations and commitments towards General Management and Board members as of December 31, 2010 are as follows:

	Current Year Charges (USD)	Liabilities as of December 31st, 2010 (USD)
Short term Management benefits (Excluding Social Security Charges)	578 651	288 500
Retirement benefits	48 990	718 122
Total	627 641	1 006 622

Social security charges incurred on short term management benefits amount to USD 57 thousand.

Moreover, our audit has not revealed the existence of other operations or agreements concerned by the articles 71 of the offshore financial institutions code, the articles 200 and followings and the article 475 of Companies Law.

Tunis, March 17th, 2011

**AMC Ernst & Young
Fehmi LAOURINE**

**Cabinet Mourad GUELLATY
Mourad GUELLATY**

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**TUNIS INTERNATIONAL BANK****-TIB-**

SIEGE SOCIAL AU 18, AVENUE DES ETATS D'AMERIQUE
1002 TUNIS-BELVEDERE

Tunis International Bank –TIB- publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2010 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 12 avril 2011. Ces états sont accompagnés des rapports des commissaires aux comptes, (AMC) M. Fehmi LAOURINE et Cabinet Mourad GUELLATY (Mourad GUELLATY).

CONSOLIDATED BALANCE SHEET**As at December 31, 2010****(Amounts in US Dollars)**

	Notes	2010	2009
<hr/>			
ASSETS			
<hr/>			
Bank demand and call deposits	3	7 781 767	7 093 971
Time deposits	4	262 070 228	291 064 548
Investments carried at fair value through P&L		152 271	43 613
Investments carried at fair value through equity	5	61 390 287	48 048 537
Held to maturity investments	6	21 304 268	13 943 420
Investments in associated companies	7	58 594 415	31 781 485
Loans and advances, net	8	119 834 762	100 493 780
Accrued interest and other assets	9	2 393 881	1 031 387
Property and equipment, net	10	3 030 935	3 161 756
<hr/>			
TOTAL ASSETS		536 552 814	496 662 497
<hr/>			
LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY			
<hr/>			
LIABILITIES		441 764 302	409 026 792
<hr/>			
Deposits from banks and financial institutions	11	180 756 479	172 147 789
Deposits from customers	12	252 564 718	230 275 523
Accrued interest and other liabilities	13	8 443 105	6 603 480
<hr/>			
<hr/>			

SHAREHOLDERS' EQUITY	14	94 788 512	87 635 705
Share capital		50 000 000	25 000 000
Reserves		21 668 139	30 482 972
Foreign currency translation reserve		1 253 906	1 330 372
Retained earnings		21 866 467	30 822 361
TOTAL LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY		536 552 814	496 662 497

CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

For the year ended December 31, 2010

(Amounts in US Dollars)

	Notes	2010	2009
TOTAL INCOME		21 866 392	35 929 708
Interest income	15	5 347 648	7 633 998
Other income, net	16	9 154 114	24 271 907
Share of results of associated companies		7 364 630	4 023 803
INTEREST EXPENSES		2 196 845	3 727 076
Interest expenses	17	2 196 845	3 727 076
OPERATING INCOME		19 669 547	32 202 632
Salaries and benefits	18	3 922 834	3 303 006
General and administrative expenses	19	2 752 066	3 076 914
NET OPERATING INCOME		12 994 647	25 822 712
(BEFORE WRITE DOWN AND PROVISIONS)			
Allowance for doubtful loans		975 000	10 775 000
NET INCOME FOR THE YEAR		12 019 647	15 047 712
Number of shares		5 000 000	2 500 000
Earning per share	20	2,40	6,02

CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT
For the year ended December 31, 2010
(Amounts in US Dollars)

	2010	2009
OPERATING ACTIVITIES		
Net income of the year	12 019 647	15 047 712
Adjustments for :		
Depreciation	348 644	316 757
Social fund	-260 000	-300 000
Share of profit from associates companies	-5 414 084	-1 709 083
Operating profit before changes in operating assets and liabilities	6 694 207	13 355 386
Changes in operating assets and liabilities		
Time deposits	28 994 320	85 054
Loans and advances	-19 340 981	28 797 827
Accrued interest and other assets	-1 362 494	565 672
Deposits from banks and financial institutions	8 608 690	4 543 841
Deposits from customers	22 289 195	-11 515 813
Accrued interest and other liabilities	1 839 624	-1 145 659
Net cash provided by operating activities	47 722 561	34 686 308
INVESTING ACTIVITIES		
Purchase of held to maturity investments	-10 000 000	-12 102 796
Sale of held to maturity investments	2 639 152	6 284 898
Purchase of investments available for sales	-17 675 727	-13 420 681
Sale of investments available for sales	6 219 633	4 134 280
Purchase of investment properties	-23 000 000	-16 080 032
Purchase of fixed assets net	-217 823	-233 371
Net cash used by investing activities	-42 034 765	-31 417 702
FINANCING ACTIVITIES		
Dividends paid	-5 000 000	-5 000 000
Net cash used by financing activities	-5 000 000	-5 000 000
Increase / Decrease in cash and cash equivalents	687 796	-1 731 394
Cash and cash equivalents as of 1st January	7 093 971	8 825 365
Cash and cash equivalents as of 31 December	3 7 781 767	7 093 971

CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN SHAREHOLDERS' EQUITY
For the year ended December 31, 2010

(Amounts in US Dollars)

	Share Capital	Statutory Reserve	General Reserve	Revaluation Reserve	Investment FV reserve	Foreign Currency Reserve	Retained Earnings	Total
Balance at December 31, 2008	25 000 000	8 564 422	15 300 000	1 000 000	(1 271 130)	203 889	33 092 566	81 889 747
Investment revaluation reserve					(555 046)			(555 046)
Transfer to statutory reserve		1 544 726					(1 544 726)	-
Transfer to general reserve			900 000				(900 000)	-
Transfer to general reserve (others)			5 000 000				(5 000 000)	-
Dividends distributed							(5 000 000)	(5 000 000)
Transfer to social fund							(300 000)	(300 000)
Profit for the year							15 047 712	15 047 712
Share of changes recognised directly in associate's equity						1 126 483	(4 573 191)	(3 446 708)
Balance at December 31, 2009	25 000 000	10 109 148	21 200 000	1 000 000	(1 826 176)	1 330 372	30 822 361	87 635 705
Investment revaluation reserve					1 994 315			1 994 315
Transfer to statutory reserve		1 333 862					(1 333 862)	0
Transfer to general reserve			900 000				(900 000)	0
Transfer to general reserve (others)			5 000 000				(5 000 000)	0
Dividends distributed							(5 000 000)	(5 000 000)
Transfer to social fund							(260 000)	(260 000)
Profit for the year							12 019 647	12 019 647
Capital increase	25 000 000	(6 443 010)	(11 600 000)				(6 956 990)	-
Share of changes recognised directly in associate's equity						(76 466)	(1 524 689)	(1 601 155)
Balance at December 31, 2010	50 000 000	5 000 000	15 500 000	1 000 000	168 139	1 253 906	21 866 467	94 788 512

NOTES TO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

1. CORPORATE INFORMATION

The consolidated financial statements of Tunis International Bank for the year ended December 31, 2010 were authorised for issue in accordance with resolution of the Board of Directors on 8 February 2011.

Tunis International Bank S.A. (TIB) was established in June 1982 in Tunisia as a fully licensed Bank operating mainly with non residents under the current Tunisian law 2009-64 of August 12th, 2009 and under the supervision of the Central Bank of Tunisia. The main activity of the Bank is corporate and private banking and Money Market operations. The Bank is exempted from corporate tax for activities with non residents. The Bank's registered address is 18, avenue des Etats Unis d'Amerique P.O. Box 81 – Le Belvedere 1002, Tunis, Tunisia.

TIB is a subsidiary of Burgan Bank (Kuwait), member of KIPCO Group (Kuwait).

2. ACCOUNTING POLICIES

2.1. Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the International Accounting Standards Board (IASB).

The consolidated financial statements have been prepared on a historical cost basis except for available for sale investments that have been measured at fair value.

The consolidated financial statements have been presented in US Dollars being the functional currency of the Bank.

2.2. Principles of consolidation

The consolidated financial statements include the financial statements of the Bank and an investment in an associated company accounted for by the equity method.

The associated company included in the consolidated financial statements of TIB is the following:

Name of associated company	Country	Year of incorporation
Algeria Gulf Bank	Algeria	2003

An associated company is one in which the Bank exercises significant influence (but not control) over its operations, generally accompanying, directly or indirectly, a shareholding of between 20% and 50% of the equity share capital.

Under the equity method, the investment in an associate is initially recognised at cost and adjusted thereafter for the post-acquisition change in the Bank's share of net assets of the investee. The Bank recognises in the consolidated statement of income its share of the total recognised profit or loss of the associate from the date that influence or ownership effectively commences until the date that it effectively ceases.

Distributions received from an associate reduce the carrying amount of the investment. Adjustments to the carrying amount may also be necessary for changes in the Bank's share in the associate arising from changes in its equity that have not been recognised in the associate's profit or loss. The Bank's share of those changes is recognised directly in equity.

Whenever impairment requirements of IAS 36 indicate that investment in an associate may be impaired, the entire carrying amount of the investment is tested by comparing its recoverable amount with its carrying value. Goodwill is included in the carrying amount of an investment in an associate and, therefore, is not separately tested for impairment.

Unrealised gains on transactions with an associate are eliminated to the extent of the Bank's share in the associate. Unrealised losses are also eliminated unless the transaction provides evidence of impairment in the asset transferred. An assessment of an associate is performed when there is an indication that the asset has been impaired, or that impairment losses recognised in prior years no longer exist.

2.3. Significant accounting judgments and estimates

In the process of applying the Bank's accounting policies, management has used its judgment and made estimates in determining the amounts recognised in the consolidated financial statements. The most significant use of judgment and estimates are as follows:

Impairment allowances on loans and advances

The Bank reviews its problem loans and advances at each reporting date to assess whether an allowance for impairment should be recorded in the income statement. In particular, judgement by management is required in the estimation of the amount and timing of future cash flows when determining the level of allowance required. Such estimates are based on assumptions about a number of factors and actual results may differ, resulting in future changes to the allowance.

In addition to specific allowances against individual significant loans and advances, the Bank also makes a collective impairment allowance against exposures which, although not specifically identified as requiring a specific allowance, have a greater risk of default than when originally granted.

Impairment allowances on investments

The Bank treats investments as impaired when there has been a significant or prolonged decline in the fair value below its cost or where other objective evidence of impairment exists.

2.4. Summary of significant accounting policies

(a) Foreign currency translation

Translation of foreign currency transactions

Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the functional currency rate of exchange ruling at the balance sheet date. All differences are taken in the income statement. Income and expenses items incurred in foreign currencies are translated, into the functional currency daily using the functional currency rate of exchange prevailing at that date.

Translation of financial statements of foreign operations

Assets and liabilities of foreign operations are translated at exchange rates prevailing at the balance sheet date. Income and expense items are translated at average exchange rates for the relevant period. All resulting exchange differences are taken directly to a ***foreign currency translation reserve*** the consolidated statement of changes in equity table.

(b) Investments

All investments are initially recognised at cost being the fair value of consideration given and including acquisition charges associated with the investments. After the initial recognition, investments, other than investments in associated companies, are measured as follows:

Investments carried at fair value through P&L :

Investments classified as “Investments carried at fair value through P&L” are measured at fair value. Fair value is determined by reference to quoted bid prices.

Realised and unrealised gains and losses on “Investments carried at fair value through P&L ” are included in the income statement .

Investments carried at fair value through equity :

Investments classified as “*Investments carried at fair value through equity*” are measured at fair value. Fair value of investments listed on active markets is determined by reference to quoted bid prices. Fair value of investments listed on inactive markets and unlisted investments are determined using other generally accepted methods such as discounted cash flows or adjusted prices of similar investments. Investments whose fair value cannot be reliably measured are booked at cost. The fair value changes of “*Investments carried at fair value through equity*” are directly recognised in equity. Realised gains and losses on “*Investments carried at fair value through equity*” are included in the income statement .

Investments held to maturity:

Investments which have fixed or determinable repayments and which are intended to be held to maturity are carried at amortised cost, less allowance for impairment. Amortised cost is calculated by taking into account any discount or premium on acquisition. Any gain or loss on such investments is recognised in the income statement if the investment is derecognised or impaired.

(c) Deposits with banks and other financial institutions

Deposits with banks and other financial institutions are stated net of any amounts written off and allowance for impairment.

(d) Allowance for possible losses on income earning assets

The Bank provides for possible losses on its income earning assets based upon a review and evaluation of its exposures, taking into consideration the applicable regulations of Central Bank of Tunisia. Income earning assets include placements with other banks, loans and advances, marketable securities investments and commitments and contingencies arising from off balance sheet items.

The Bank has estimated the allowance for possible losses on income earning assets based upon all the circumstances and events known at the date of these financial statements. The allowance for loan losses comprises specific allowances against loans and advances and a collective impairment allowances.

Specific allowances are calculated based on the borrowers’ debt servicing ability and adequacy of security. Specific allowances are made as soon as the debt servicing of the loan has been identified as doubtful and when management considers the estimated repayment realisable from the borrower is likely to fall short of the amount of principal and interest outstanding. These are treated as non-performing loans.

A collective impairment allowance is maintained for losses that are not yet identified but can reasonably be expected to arise, based on historical experience, from the existing overall credit portfolio over its remaining life. In determining the level of the collective impairment allowances, management also refers to the composition of the portfolio, industry and the Tunisian Central Bank requirements.

(e) Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash and those balances of the demand and call deposits with banks including Central Banks and financial institutions.

(f) Offsetting

Consolidated financial assets and consolidated financial liabilities are only offset and the net amount reported in the balance sheet when there is a legally enforceable right to set off the recognised amounts and the Bank intends to either settle on a net basis, or to realise the asset and settle the liability simultaneously.

(g) Trade and settlement date accounting

All purchases and sales of consolidated financial assets including “regular way” ones are recognised on settlement date.

(h) Interest income and expenses

The Bank recognises interest income and expenses on an accrual basis. The Bank does not recognise interest income on loans or other income earning assets which are classified as non-performing.

Loans and other income earning assets are classified as non-performing when these are classified as doubtful or loss, respectively class 2, 3 and 4 following the regulations issued by Central Bank of Tunisia, or when in the opinion of management, collection of interest and/or principal is doubtful.

When a loan is classified as non-performing, any interest income previously recognised but not yet collected is reversed. Interest on non-performing loans and other income earning assets under Central Bank of Tunisia guidelines is recognised in the statement of income only to the extent of cash received.

(i) Fixed assets and depreciation

Fixed assets are stated at cost less accumulated depreciation. Expenditures which extend the future useful life of assets or provide further economic benefits are capitalised and depreciated. Fixed assets are depreciated using the straight line method over their estimated useful life.

It's worth mentioning that the damage caused at our Bizerte branch as result of the recent riots occurred in the country had no significant impact on our fixed assets. The book value of the assets stolen/damaged is about 2 500 USD. Replacement cost is estimated at 23 000 USD.

3. BANK DEMAND AND CALL DEPOSITS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cash	1 261 432	1 412 168
Due from Banks	6 520 335	5 681 803
	<u><u>7 781 767</u></u>	<u><u>7 093 971</u></u>

4. TIME DEPOSITS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Up to 3 months	252 536 765	283 225 032

From 3 months to 1 year	9 533 463	7 839 516
	262 070 228	291 064 548

5. INVESTMENTS CARRIED AT FAIR VALUE THROUGH EQUITY

A - By nature	2010	2009
Listed securities	37 927 901	26 337 547
Unlisted securities	23 462 386	21 710 990
	61 390 287	48 048 537

B - By currency	2010	2009
Kuwaiti Dinars	29 727 923	29 155 682
US Dollars	21 366 874	12 577 482
Bahrain Dinars	3 133 289	3 133 289
EURO	3 929 310	-
United Arab Emirate Dirhams	1 649 833	1 599 973
Tunisian Dinars	1 574 368	1 582 111
Jordanian Dinars	8 690	-
	61 390 287	48 048 537

6. HELD TO MATURITY INVESTMENTS

A - By nature	2010	2009
Government bonds and debt securities	11 304 268	13 943 420
Other bonds and debts securities	10 000 000	-
	21 304 268	13 943 420

B - By currency	2010	2009
Euros	11 304 268	12 102 796
USD	10 000 000	-
Japanese Yen	-	1 840 624
	21 304 268	13 943 420

C - By maturity	2010	2009
From 3 months to 1 year	8 631 268	1 840 624
Over 1 year	12 673 000	12 102 796
	21 304 268	13 943 420

7. INVESTMENTS IN ASSOCIATED COMPANIES

The Bank has a participation in Algeria Gulf Bank (AGB), a Bank incorporated in Algeria. The shares of AGB are not listed in any public exchange.

Summarised financial information of AGB is set out below:

	2010	2009
Total assets	778 927 828	611 451 543
Total liabilities	(611 629 312)	(452 544 118)
Net assets	167 298 516	158 907 424
Revenues	70 706 836	65 408 348
Profit for the year	27 339 407	20 119 017

8. LOANS AND ADVANCES, NET

	2010	2009
Bank and financial institutions	104 594 443	77 681 896
Corporate businesses, private and others	29 585 562	36 182 127
	134 180 005	113 864 023
Allowances for loan losses	(14 345 243)	(13 370 243)
	119 834 762	100 493 780

8.1 Geographical analysis

2010	2009
-------------	-------------

Middle East/Africa	119 834 762	100 493 780
	119 834 762	100 493 780

8.2 Maturity analysis

	2010	2009
Up to 3 months	23 481 996	19 923 901
From 3 months to 1 year	47 855 663	13 546 903
Over 1 year	48 497 103	67 022 976
	119 834 762	100 493 780

8.3 Allowances for loan losses

The movements of allowances for loan losses are as follows :

	Specific allowance	General allowance	Total
Balance at 31 December 2009	10 855 000	2 515 243	13 370 243
Allowances of the year	975 000		975 000
Reclassification	1 000 000	(1 000 000)	-
Balance at 31 December 2010	12 830 000	1 515 243	14 345 243

The general allowance is intended to cover potential risks which may arise as consequence of the recent event in the country.

8.4 Non-performing loans

	Loans and advances	Provisions & interest suspended	Collateral held against NPL
Bank and financial institutions	15 000 000	12 750 000	-
Corporate businesses, private and others	665 749	540 083	130 311
	15 665 749	13 290 083	130 311

9. ACCRUED INTEREST AND OTHER ASSETS

2010	2009
-------------	-------------

Accrued interest receivable	680 257	565 102
Prepayments	1 713 624	466 285
	2 393 881	1 031 387

10. PROPERTY AND EQUIPMENT

	Net value 2010	Net value 2009
Land	700 000	700 000
Building	1 640 338	1 734 698
Office furniture and other fixed assets	690 597	727 058
Total net	3 030 935	3 161 756

11. DEPOSITS FROM BANKS AND FINANCIAL INSTITUTIONS

	2010	2009
Repayable on demand	493 796	335 051
Up to 3 months	147 059 578	169 559 610
From 3 months to 1 year	33 203 105	2 253 128
	180 756 479	172 147 789

12. DEPOSITS FROM CUSTOMERS

	2010	2009
Up to 3 months	247 280 363	227 804 619
From 3 months to 1 year	5 284 355	2 470 904
	252 564 718	230 275 523

13. ACCRUED INTEREST AND OTHER LIABILITIES

	2010	2009
Accrued interest payable	528 493	352 106
Waiting for settlement	517 521	1 597 270
Accrued expenses	1 851 728	1 203 571
Retirement benefits provision	2 306 099	2 064 015

Other liabilities	3 239 263	1 386 518
	8 443 104	6 603 480

14. STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL AND RESERVES

	2010	2009
Share capital	50 000 000	25 000 000
Reserves (a)	21 668 139	30 482 972
Foreign currency translation reserve (b)	1 253 906	1 330 372
Retained earnings	9 850 204	15 774 649
Net profit of the period	12 019 646	15 047 712
	94 788 512	87 635 705

a- Reserves are detailed as follows :

	2010	2009
Statutory Reserves	5 000 000	10 109 148
General reserve	15 500 000	21 200 000
Revaluation reserve	1 000 000	1 000 000
Fair value Reserve	168139	(1 826 176)
	21 668 139	30 482 972

b- The foreign currency translation reserve represents the net foreign exchange gain (loss) arising from translating the financial statements of the associated companies from their functional currencies into United States Dollars.

15. INTEREST INCOME

	2010	2009
Interest on interbank placements	2 420 253	3 469 050
Interest on loans and advances	2 927 395	4 164 948
	5 347 648	7 633 998

16. OTHER INCOME

	2010	2009
Investment income (16.1)	1 162 123	17 032 603
Foreign exchange	4 060 504	3 589 668

Fees and commissions	3 931 487	3 649 636
	9 154 114	24 271 907

16.1 Investment income

	2010	
Interest on Bonds	1 580 375	
Dividends	247 857	
Realized Gain/loss on Investments	(666 109)	
	1 162 123	

17. INTEREST EXPENSES

	2010	2009
Interest expenses on deposits and collaterals	440 365	1 015 819
Interest expenses on interbank deposits	1 756 480	2 711 257
	2 196 845	3 727 076

18. SALARIES AND BENEFITS

	2010	2009
Wages and salaries	3 013 456	2 532 256
Social security costs	655 995	496 765
Pension costs	243 730	263 438
Other	9 653	10 547
	3 922 834	3 303 006

19. GENERAL AND ADMINISTRATIVE EXPENSES

	2010	2009
Depreciation	348 644	316 757
Premises costs	281 756	303 216
IT costs	163 976	165 527
Communication	328 214	326 267
Marketing, donations & Advertising costs	211 268	211 988

Board fees	223 000	273 000
Administration costs	1 195 208	1 480 159
	2 752 066	3 076 914

20. EARNINGS PER SHARE

The capital has been increased from USD 25 to 50 million by capitalisation of reserves and issuance of 2.5 million new shares.

	2010	2009
Net profit attributable to ordinary equity holders	12 019 647	15 047 712
Weighted average number of ordinary shares	5 000 000	2 500 000
Basic earnings per share	2,40	6,02

21. COMMITMENTS AND CONTINGENCIES

	2010	2009
Forward exchange contracts purchases	4 092 537	4 489 478
Forward exchange contracts sales	4 100 893	4 508 754
Letters of credit, guarantees and acceptances	30 174 085	44 847 769
	38 367 515	53 846 001

Letters of credit, guarantees and acceptances

Letters of credit, guarantees and acceptances commit the Bank to make payments on behalf of customers contingent upon the failure of the customer to perform under the terms of the contract.

Commitments generally have fixed expiration dates, or other termination clauses. Since commitments may expire without being drawn upon, the total contract amounts do not necessarily represent future cash requirements.

22. FAIR VALUE HIERARCHY

IFRS 7 specifies a hierarchy of valuation techniques based on whether the inputs to those valuation techniques are observable or unobservable. Observable inputs reflect market data obtained from independent sources; unobservable inputs reflect the Bank's market assumptions. These two types of inputs have created the following fair value hierarchy:

- **Level 1** – Quoted prices in active markets for identical assets or liabilities. This level includes listed equity securities and debt instruments on exchanges.

• **Level 2** – Inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices).

• **Level 3** – Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (unobservable inputs). This level includes equity investments and debt instruments with significant unobservable components.

This hierarchy requires the use of observable market data when available. The Bank considers relevant and observable market prices in its valuations where possible.

	<u>Level 1</u>	<u>Level 2</u>	<u>Level 3</u>	<u>TOTAL</u>
Investments carried at fair value through P&L				
Equity Securities	152 271	-	-	152 271
Debt Securities	-	-	-	-
Investments carried at fair value through equity				
Equity Securities	14 794 384	23 462 386	-	38 256 770
Debt Securities	23 133 517	-	-	23 133 517
Held to maturity investments				
Equity Securities	-	-	-	-
Debt Securities	21 304 268	-	-	21 304 268
Investments in associated companies				
Equity Securities	-	50 139 276	-	50 139 276
Debt Securities	-	-	-	-
	<u>59 384 440</u>	<u>73 601 662</u>	<u>-</u>	<u>132 986 102</u>

23. INTEREST RATE RISK

Interest rate risk arises from the possibility that changes in interest rates will affect future profitability or the fair values of financial instruments.

The Bank's interest sensitivity position is based on maturity dates and contractual repricing arrangements. As at **31 December 2010** it was as follows:

	<u>Up to 3 months</u>	<u>3 month to 1 year</u>	<u>Over 1 year</u>	<u>Non interest bearing items</u>	<u>TOTAL</u>
Bank demand and call deposits	6 520 335	-	-	1 261 432	7 781 767
Time deposits	252 536 765	8 834 504	698 959	-	262 070 228
Securities held for trading	-	-	-	152 271	152 271
Investments held at fair value through equity	-	12 923 310	10 204 207	38 262 770	61 390 287
Held to maturity investments	-	8 631 268	12 673 000	-	21 304 268

Investments in associated companies	-	-	-	58 594 415	58 594 415
Loans and advances, net	23 481 996	47 855 663	48 497 103	-	119 834 762
Accrued interest and other assets	-	-	-	2 393 881	2 393 881
Property and equipment	-	-	-	3 030 935	3 030 935
Total assets	<u>282 539 096</u>	<u>78 244 745</u>	<u>72 073 269</u>	<u>103 695 704</u>	<u>536 552 814</u>
Deposits from Banks and financial institutions	147 553 374	33 203 105	-	-	180 756 479
Deposits from customers	247 280 363	5 284 355	-	-	252 564 718
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	8 443 105	8 443 105
Shareholders' equity	-	-	-	94 788 512	94 788 512
Total liabilities and shareholders' equity	<u>394 833 737</u>	<u>38 487 460</u>	<u>-</u>	<u>103 231 617</u>	<u>536 552 814</u>

Currency wise interest rates are as follows:

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
US Dollars	%	%
Assets	0.88 - 5.46	0.12 - 5.61
Liabilities	0.33 - 1.09	0.06 - 1.25
Kuwaiti Dinars		
Assets	-	-
Liabilities	2.50	1.25 - 3.00
Tunisian Dinars		
Assets	4.77 - 8.00	3.79 - 7.50
Liabilities	3.73 - 5.00	3.79 - 4.70
Euros		
Assets	0.65 - 4.30	0.23 - 6.25
Liabilities	0.50 - 0.95	0.12 - 2.00
British Pounds		
Assets	0.51	0.20 - 0.39
Liabilities	0.40	0.12 - 0.25

24. CURRENCY RISK

Currency risk is the risk that the value of a financial instrument will fluctuate due to changes in foreign exchange rates. The Bank considers the US Dollar as its functional currency. Positions are monitored on a daily basis and hedging strategies are used to ensure positions are maintained within established limits. The Bank had the following net exposures denominated in foreign currencies as of 31 December 2010:

	2010 - 000'USD	
	Long position	Short position
US Dollars	369	-
Euros	-	-584
Tunisian Dinars	65	-
Saudi Riyals	26	-
British Pounds	7	-
Japanese Yen	9	-
Moroccan Dirham	11	-
Canadian Dollars	44	-
Swiss Francs	1	-
Arab Emarat Dirham	13	-
Others	35	-7
	580	-591

25. LIQUIDITY RISK

The maturity profile of the assets and liabilities at **31 December 2010** was as follows :

	Up to 3 months	3 month to 1 year	1 year to 5 years	Undated	TOTAL
Bank demand and call deposits	7 781 767	-	-	-	7 781 767
Time deposits	252 536 765	8 834 504	698 959	-	262 070 228
Securities held for trading	-	-	-	152 271	152 271
Investments held at fair value through equity	-	12 923 310	10 204 207	38 262 770	61 390 287
Held to maturity investments	-	8 631 268	12 673 000	-	21 304 268
Investments in associated companies	-	-	-	58 594 415	58 594 415
Loans and advances, net	23 481 996	47 855 663	48 497 103	-	119 834 762
Accrued interest and other assets	-	-	-	2 393 881	2 393 881
Property and equipment	-	-	-	3 030 935	3 030 935
Total assets	283 800 528	78 244 745	72 073 269	102 434 272	536 552 814

Deposits from Banks and financial institutions	147 553 374	33 203 105	-	-	180 756 479
Deposits from customers	247 280 363	5 284 355	-	-	252 564 718
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	8 443 105	8 443 105
Shareholders' equity	-	-	-	94 788 512	94 788 512
Total liabilities and shareholders' equity	<u>394 833 737</u>	<u>38 487 460</u>	<u>-</u>	<u>103 231 617</u>	<u>536 552 814</u>

26. RELATED PARTY BALANCES & TRANSACTIONS

	December 2010			
	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Others Related Parties	Total
Assets				
Bank demand and call deposits	103 628	4 184	-	107 812
Time deposits	14 701 500	-	25 000 000	39 701 500
Investments in Associated Companies	-	50 139 276	-	50 139 276
Investments Carried at Fair Value Through Equity	-	-	25 891 296	25 891 296
Accrued Interest receivable	189	-	77 291	77 480
	<u>14 805 317</u>	<u>50 143 460</u>	<u>50 968 587</u>	<u>115 917 364</u>
Liabilities				
Deposits from Banks and financial institutions	61 866 605	-	4 889 236	66 755 841
Accrued Interest payable	81 536	-	4 520	86 056
	<u>61 948 141</u>	<u>-</u>	<u>4 893 756</u>	<u>66 841 897</u>
Off-Balance sheet				
Letters of credit, guarantees and acceptances	-	3 955 217	-	3 955 217
	<u>-</u>	<u>3 955 217</u>	<u>-</u>	<u>3 955 217</u>

December 2010

Income Statement	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Others Related Parties	Total
Interest Income	435 920	-	561 941	997 861
Other Income	-	-	253 162	253 162
Share of profit of associates	-	7 364 630	-	7 364 630
Interest Expense	-1 000 732	-	-282 780	-1 283 512
General & Administrative expenses	-	-	-351 000	-351 000
	-564 812	7 364 630	181 323	6 981 141

Key management compensation

Remuneration paid or accrued in relation to key management, including Directors and other Senior Officers was as follows:

	2010	2009
Short term employee benefits - including salary & bonus	909 290	895 904
Accrual for end of services indemnity	110 502	88 238
	1 019 792	984 142

27. SEGMENTAL INFORMATION

	2010	2009
Assets		
North America	5 292 000	830 751
Europe	164 432 000	131 841 716
Middle East/ Africa	345 167 700	358 346 964
Austria	12 221 850	-
Asia	-	16 732
	527 113 550	491 036 163
Liabilities		
Europe	38 066 500	24 638 892
Middle East/ Africa	403 697 801	384 387 900
	441 764 301	409 026 792
	2010	2009

Investment Income

Middle East/ Africa	3 455 762	19 754 862
North America	1 120	941
	3 456 882	19 755 803
Interest Income		
Europe	828 835	2 697 850
Middle East/ Africa	4 518 813	4 936 148
	5 347 648	7 633 998
Other Income		
Middle East/ Africa	7 991 990	7 239 304
	7 991 990	7 239 304

28. CREDIT RISK

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Bank manages credit risk by setting limits for individual counterparties, and groups of counterparties and for geographical and industry segments. The Bank also monitors credit exposures, and continually assesses the creditworthiness of counterparties. In addition, the Bank obtains security where appropriate, enters into master netting agreements and collateral arrangements with counterparties, and limits the duration of exposures.

For details of the composition of the assets by geographic segment refer to note 25.

Credit risk in respect of derivative financial instruments is limited to those with positive fair values.

29. CONCENTRATIONS

Concentrations arise when a number of counterparties are engaged in similar business activities, or activities in the same geographic region, or have similar economic features that would cause their ability to meet contractual obligations to be similarly affected by changes in economic, political or other conditions. Concentrations indicate the relative sensitivity of the Bank's performance to developments affecting a particular industry or geographic location.

The distribution of assets and liabilities by geographic region is disclosed in note 25.

30. MARKET RISK

Market risk is defined as the risk of loss in the value of on or off balance sheet financial instruments caused by a change in market.

STATUTORY AUDITORS' REPORT
Consolidated financial statements as at December 31, 2010

To the Shareholders of Tunis International Bank,

In compliance with the assignment entrusted to us by your General Meeting held in in March 26, 2010, we present below our report on the consolidated financial statements of Tunis International Bank for the year ended December 31, 2010 and on the specific procedures as prescribed by law and professional standards.

1. Opinion on the consolidated financial statements

We have audited the accompanying consolidated financial statements of Tunis International Bank which comprise the balance sheet as at December 31, 2010, the income statement and the cash flow statement for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information. The financial statements present positive equities of USD 94 788 512, including a net income of USD 12 019 647.

These consolidated financial statements are the responsibility of the company's Management and its Board of Directors. This responsibility includes designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Tunisian Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Tunis International Bank as at December 31, 2010 and of the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

2. Specific examinations

We have also carried out the specific procedures prescribed by law and professional standards.

We have nothing to report on with respect to the consistency of the financial information included in the Board of Directors' report with the financial statements.

Tunis, March 24th, 2011

AMC Ernst & Young
Fehmi LAOURINE

Cabinet Mourad GUELLATY
Mourad GUELLATY